

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ORIGINES
DE
LA CRISE MONÉTAIRE
EN POLOGNE

ET LE SORT DES CRÉANCES PRIVÉES
PENDANT ET APRÈS L'INFLATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 6 mars 1929, à 2 heures

PAR

le Prince Michel SWIATOPOLK-MIRSKI

Président : M. LESCURE, professeur.

*Suffragants : { MM. JÈZE, professeur.
AFTALION, professeur.*

PARIS
LIBRAIRIE VRIN
6, PLACE DE LA SORBONNE

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41543731_0052

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ORIGINES
DE
LA CRISE MONÉTAIRE
EN POLOGNE

ET LE SORT DES CRÉANCES PRIVÉES
PENDANT ET APRÈS L'INFLATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 6 mars 1929, à 2 heures

PAR

le Prince Michel SWIATOPOLK-MIRSKI

Président : M. LESCURE, professeur.

*Suffragants : { MM. JÈZE, professeur.
AFTALION, professeur.*

PARIS
LIBRAIRIE VRIN
6, PLACE DE LA SORBONNE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES ORIGINES DE LA CRISE MONÉTAIRE EN POLOGNE

ET LE SORT DES CRÉANCES PRIVÉES PENDANT ET APRÈS L'INFLATION

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DE LA CRISE MONÉTAIRE EN POLOGNE

CHAPITRE PREMIER

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE EN EUROPE

La vie économique et le nouvel Etat national. — Les entraves à la production d'après-guerre. — La Pologne dans l'Europe nouvelle. — Les trois sources principales de la crise.

En 1918, la Pologne s'est reconstituée en Etat indépendant. Plus de cent ans s'étaient écoulés depuis le temps où ses provinces étaient encore réunies en un seul royaume. Autant dire que, du point de vue économique, ce fut un nouvel Etat qui naquit.

La Grande Guerre de 1914-1918 a abouti à la transformation de la carte de l'Europe et au démembrement politique des grandes nations centrales et orientales. A leur place elle a créé une quantité supérieure d'organismes moindres.

Le principe des nationalités, proposé au monde par Wilson dans sa fameuse déclaration des 14 points, n'a pas été adopté partout sans réserves ; toutefois il peut être considéré comme ayant formé l'idée directrice qui a guidé dans leurs travaux les diverses conférences de paix.

La consécration de ce principe fut le triomphe de l'Etat *national*. Le nouveau partage de l'Europe envisagé du point de vue économique, a abouti à la transformation de la plupart des unités économiques établies en unités nationales nouvelles.

Or, à mesure que l'industrialisation de la production tend à devenir de plus en plus générale, le progrès économique nécessite un développement parallèle et directement proportionnel des échanges. Il s'est créé de nos temps à l'intérieur des pays et entre nations des liens économiques d'une importance telle, que leur modification ne peut plus passer, comme anciennement, sous le régime des marchés fermés, sinon inaperçu du moins sans crise grave.

De fait l'exaltation du sentiment nationaliste, qui a suivi la guerre, a contribué à accentuer au détriment de l'économie générale, l'antagonisme qui existe entre le principe national et celui de solidarité économique entre nations. La création de nouvelles barrières douanières toujours très élevées a parfois équivalu à la fermeture complète des frontières.

Ces entraves, apportées par le jeu des rivalités ou haines nationales au libre fonctionnement du mécanisme des échanges internationaux, ont eu une répercussion directe sur la production générale. Toutes les industries qui sont devenues, du fait de la guerre, étrangères aux débouchés de leurs anciens pays d'ori-

gine ou ont perdu leurs marchés internationaux, subissent dans leur production une diminution proportionnelle au ralentissement des échanges. La crise devra durer jusqu'au moment où elles arriveront à être remplacées par des industries nationales nouvellement créées — tout au moins en ce qui concerne les débouchés — ou seront adaptées aux nouvelles conditions internationales.

C'est en additionnant ces ralentissements divers dans toutes les branches du commerce et de l'industrie, affaiblies par la diminution des échanges (1), que nous pourrons juger — en théorie — de l'atteinte considérable portée à la production européenne. En pratique, de toute évidence, il s'est produit un appauvrissement général très sensible et une diminution de bien-être correspondante.

En résumé, la principale source du malaise qui a atteint l'Europe depuis la guerre provient de la destruction d'une grande partie de ses organismes économiques séculaires, remplacés par de nouvelles unités, qui ne sont pas, du moins au début, aptes à remplir leur rôle. La Russie est tombée dans un état de déconfiture économique complète. L'Autriche-Hongrie a disparu pour donner naissance à des organismes économiquement inférieurs. Et généralement les provinces qui sont passées d'Etat à Etat ont dû orienter leur production vers des débouchés entièrement nouveaux.

Les difficultés d'adaptation sont considérables. On

1. En parlant de la diminution des échanges nous avons en vue non pas le chiffre absolu des échanges, en continuelle augmentation, mais la proportion dans laquelle ils se sont accrus et celle qu'ils auraient dû atteindre normalement (v. sur ce point spécial, Rist. *La Balance des comptes des Grands Pays*, cours 1925-1926).

voit à côté de villes et de régions à un essor fantastique d'autres subir un ralentissement d'affaires, qui va jusqu'à un arrêt complet de développement ou même un dépérissement rapide. De là une série de crises locales, qui ne sont point partout terminées

Les premiers temps d'après-guerre ont été rendus particulièrement durs en Europe et surtout en Europe centrale et orientale, moins par suite de la surconsommation, pratiquée pendant la guerre, que de l'atteinte que celle-ci a portée à la production par les transformations qu'elle a fait subir à la structure économique de beaucoup de pays. La crise a été générale et violente et malgré qu'elle soit aujourd'hui enrayée sur bien des points, l'Europe reste affaiblie et le problème de la *rationalisation des relations économiques internationales* à l'ordre du jour.

Devant cette dépression, opposée à l'immense prospérité des Etats-Unis d'Amérique et en face du sentiment grandissant de *nationalisme économique* (ainsi que l'on pourrait appeler l'état d'esprit qui y règne) du nouveau continent, on en est venu en Europe à rêver des « Etats-Unis d'Europe » économiques, qui rallierait les frontières et permettrait de lutter efficacement contre l'immense force envahissante de son industrie. Toutefois, que l'on soit ou non partisans d'une pareille solution on est obligé de constater, que bien peu de chose a été fait jusqu'à présent pour que l'on puisse penser sérieusement à la réalisation prochaine de pareils « Etats ». Mais il faut trouver un remède au *morcellement économique* auquel la politique a abouti.

Parmi les Etats de la Nouvelle Europe, c'est à la Pologne qu'est échu l'un des plus durs héritages.

Pendant un siècle et demi les parties dont elle était

anciennement composée, ont appartenu à 3 Grandes Puissances : d'où 3 politiques nationales, sociales et économiques, qu'ont dû subir les provinces de l'Etat reconstitué. Ces politiques ont tendu tout le long de la domination étrangère à accentuer la division entre les provinces partagées du pays. En outre, l'action naturelle des frontières et barrières douanières a agi automatiquement dans le même sens.

Les Etats annexants ont ainsi abouti, quoique à des degrés différents à diversifier le caractère économique de ces parties, de même qu'à transformer la mentalité et l'orientation sociale des masses de la population. Seul le sentiment national est resté uni, quoique lui aussi n'a pas manqué à subir des atteintes, qui se sont traduites, par suite de l'encerclement moral des provinces et l'essor limité, accordé aux manifestations de l'esprit national, par l'apparition du régionalisme.

Le gouvernement de la nouvelle République s'est donc trouvé dès le début en présence de nombreuses difficultés, tant matérielles que morales. Parmi les difficultés matérielles, la plus sérieuse est constituée par la diversité du réseau des chemins de fer d'intensité très différente et construit non selon les exigences de son territoire, mais d'après les besoins des 3 grands pays à civilisation et structure économique non adéquate.

Un autre problème, tant matériel que moral, c'est la diversité des 3 législations qui viennent s'affronter dans le même Etat, de même que 3 voies de procédure et d'exécution. Enfin, un troisième est constitué par les suites sociales de la domination étrangère. L'unification est difficile et l'adaptation lente à se faire.

Du point de vue de l'économie générale l'ensemble des facteurs, qui empêchent l'unité de production, en

entravent gravement le développement. Il est impossible de remédier à cet état de choses autrement que par de grandes dépenses d'argent et un grand effort de travail, qui exige un long laps de temps.

Trois germes de crise, en raison des circonstances, que je viens de signaler, menaçaient donc dès le début dans sa structure même le nouvel Etat indépendant. Ils étaient dus :

1° A la diversité et aux vices de structure sociale et politique : Le problème social ;

2° Aux lois et coutumes différentes dans le même ensemble politique. Le problème législatif et administratif ;

3° Au malaise créé par les changements dans les conditions économiques et la nécessité d'une adaptation laborieuse. Le problème économique et financier.

La crise n'a pas manqué d'éclater à ces points dangereux venant encore s'ajouter une nouvelle guerre, qui tout en retardant l'œuvre de nivellement et d'unification nationale a ébranlé le travail de construction et de reconstruction à peine commencé.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME SOCIAL

Les idées russes en Orient et leur influence en Pologne. Les « intellectuels » russes et la Révolution. Le « narodnitchestvo ». L'influence de la classe libérale russe sur la formation de la nouvelle mentalité démocratique polonaise. Les causes historiques du divorce social. La politique après la guerre. L'aspect général de la crise sociale.

Les suites sociales de la domination russe furent pour la viabilité et la solidité sociale de la Pologne, l'héritage le plus nuisible, qu'elle ait gardé de ce pays. Car c'est dans le domaine des idées, qu'elle a été atteinte.

La très grande influence de la Russie en Orient n'est pas due à sa puissance militaire, qui était il y a cependant peu de temps encore considérable, à sa politique, encore moins à sa diplomatie. Pendant le dernier siècle et le début de celui-ci les idées et surtout les idées révolutionnaires russes, ont fait tache d'huile et dépassé largement ses frontières. C'est par leur désintéressement, leur foi profonde et leur mysticisme que ces idées ont eu une grande influence sur les esprits exaltés ou peu civilisés. Et ce n'est que là, où la civilisation est séculaire et stable, qu'elles ont trouvé une barrière à leur épanchement. L'infiltration de ces idées a été d'autant plus facile, que non seulement elles n'étaient pas imposées par la politique officielle, mais réprimées par les autorités. Les faire siennes, c'était s'insurger contre cette dernière. Et c'est par cette voie, à son insu et à l'insu

des populations elles-mêmes sur lesquelles elle a exercé et exerce encore particulièrement aujourd'hui, son influence, que la Russie a fait œuvre d'assimilation ! Le fait est paradoxal, mais non moins réel.

La civilisation polonaise était loin d'être assez solide pour résister à la satisfaction que l'esprit polonais exalté a trouvé à s'empreindre de ces idées. Il s'en est suivi, pour employer l'expression russe, l'« intellectualisation » de l'élite polonaise. Il convient de signaler brièvement l'historique de la question.

Peu après le début de la domination russe, les Polonais ont dû abandonner complètement les affaires de gouvernement. Progressivement ils furent également éliminés de la plupart des institutions sociales : du barreau, de la magistrature, etc.. Où passèrent alors les éléments de l'élite ? Menacés dans leur existence ils ne furent pas cependant supprimés.

Les éléments de l'élite aptes à une activité supérieure quelconque, se voyant fermer d'abord toute activité, puis la possibilité de continuer à s'instruire en Pologne, — car ils se refusaient de poursuivre sur place leurs études en langue russe, — se transportèrent en Russie. Ainsi c'est en Russie, parmi la jeunesse scolaire et Universitaire russe, que naquirent les nouvelles générations de l'élite instruite polonaise. C'est en Russie également que se transporte le champ d'activité de cette élite. La Russie tout entière possédait dans ses provinces avant la guerre des Polonais instruits qui y remplissaient diverses fonctions. Toutefois ils ne furent jamais admis par le gouvernement, extrêmement prudent, à occuper des emplois en vue, surtout s'ils habitaient une province rapprochée de la Pologne et c'est pourquoi ils s'orientèrent surtout vers les professions libérales.

C'est ainsi que se créa une vaste classe d'intellectuels polonais, dont le siège était la Russie. Séparés de leur pays natal, quelquefois par les milliers de kilomètres, gardant son souvenir et son culte fanatique et détestant le pays annexant, ces intellectuels disséminés ne pouvaient toutefois rester étrangers à la vie intellectuelle et aux idées du pays où ils vivaient. Au contraire, ces idées étant principalement d'opposition et donc dirigées contre le gouvernement, qui les avait subjugués, ayant un caractère social et non national, ainsi que révolutionnaire, étaient plutôt de nature à leur plaire. Leurs occupations les plaçaient dans le milieu des intellectuels russes les plus enthousiastes ; il n'est pas étonnant que leur grande majorité vint constituer une armée d'intellectuels polonais, dont la mentalité sociale ne différait en rien de celles des « intellectuels » russes, au sens russe de ce mot.

Car en Russie le mot « intellectuel » a son sens propre. Ce mot si laid, peu employé en France avant la guerre, n'est venu qu'il y a peu de temps s'y infiltrer, pour définir, tout en lui donnant un faux sens, la notion d'« homme cultivé ». En Russie, le mot a un sens encore beaucoup plus large et sensiblement différent de celui d'« homme cultivé ». C'est, en outre, un mot très répandu et, en le définissant, nous définissons par cela même tout un état d'esprit, qui est celui de toute une catégorie d'hommes « les intellectuels » qui formaient avant la guerre la classe la plus vaste, parmi les classes instruites de la société.

Les traits saillants de l'intellectuel russe étaient avant la guerre l'idéalisme et l'affranchissement de son milieu. Pourvu ou non de ressources, c'était par son esprit un prolétaire intellectuel. Le mot « intellectuel »

socialement désignait, en Russie, toute personne pourvue d'une certaine instruction et d'une mentalité particulière, plus exactement d'un ensemble d'opinions caractéristiques. Les intellectuels ne formaient pas à proprement parler une classe de la société, mais bien une catégorie d'hommes à tendances avancées, catégorie toujours grandissante, dont les cadres en s'élargissant venaient affaiblir le contingent des classes dirigeantes proprement dites. C'est dans cet affaiblissement progressif des classes sociales et leur décoloration graduelle sous la longue poussée de l'idéologie abstraite et révolutionnaire des « intellectuels », que réside à mon avis la cause essentielle, non seulement de l'origine, mais aussi de la durée de la Révolution russe. L'affranchissement de son milieu, que j'ai signalé plus haut a, en effet, créé en l'intellectuel russe, issu des classes : bourgeoise, paysanne et même de la classe des propriétaires fonciers (*pomiestchiki*), que l'on pourrait appeler en quelque sorte aristocratie, une absence complète de tradition sociale due à son éloignement artificiel de la classe à laquelle il appartenait antérieurement. Idéaliste, rêveur, mystique, extrêmement « avancé » dans toutes ses idées « l'intellectuel » ne trouvait plus chez les siens, que des reproches ou de l'étonnement et toujours de la non-compréhension, qu'il qualifiait d'ignorance ; mais empreints par des idées révolutionnaires et grisés par l'exemple de l'occident, qu'ils ne comprenaient que très imparfaitement, ne l'ayant jamais visité, les intellectuels n'en ont pas moins constitué petit à petit toute une armée d'apôtres et de mécontents à tendances révolutionnaires.

Il serait trop long de s'attacher ici à l'histoire de l'ap-

parition en Russie de la classe des « intellectuels » (1).

Ce sujet très vaste se confond avec les origines de la Révolution (2).

Nous ne parlerons donc brièvement que des origines de cette classe. On peut rattacher sa naissance aux réformes d'Alexandre I et à la guerre de 1812. Mais c'est surtout dans le coup porté à la classe des propriétaires en 1861 par Alexandre II avec l'émancipation des serfs et la réforme agraire, suivie des autres grandes réformes de son règne, dont la réforme de l'enseignement, que réside la source du mouvement révolutionnaire grandissant, qui a abouti aux Révolutions de 1906, de février et d'octobre 1917. C'est précisément ces réformes, qui ont contribué à la création et au développement de la vaste classe des intellectuels, dont nous avons parlé plus haut, et dont l'activité grandissante a fini par jeter bas non seulement le gouvernement, mais toutes les institutions existantes.

La Réforme agraire de 1861, qui a aboli le servage, a consacré, par la façon dont elle fut effectuée, aux dépens de l'individualisme, le triomphe du principe semi-collectiviste et surtout archaïque et contraire à tout progrès du *Mir* ou *Obstchina*, organisation de la propriété paysanne, caractérisée par l'exploitation en commun du domaine foncier, appartenant au village (3). Cette réforme en réalisant l'expropriation for-

1. V. Sur ce point Prince D. N. Swiatopolk-Mirski, *Ce que nous a donné notre passé et ce que nous réserve notre avenir*. Paris, 1926 (en russe), p. 36-46 et s.

2. V. Glinski, *Les années révolutionnaires de l'histoire russe*. Saint-Pétersbourg, 1906 (en russe).

3. V. Sur l'Obstchina : J. Lescure, *Les origines de la Révolution russe ; L'ancien régime et le problème social*. Recueil Sirey éd., Paris, 1927, p. 41 et s.

cée des terres seigneuriales et en les attribuant aux collectivités paysannes ou mirs, ne décréait pas parallèlement, comme elle aurait dû le faire, la dissolution des mirs en tant qu'organisations agraires. Si des lois contemporaines prévoyaient vaguement cette dissolution, de fait, la réforme venait au contraire renforcer le pouvoir du mir et conférait une raison sociale à cette institution périmée, dont l'influence jusque là avait été contrebalancée par le pouvoir individuel du propriétaire. Elle limitait désormais par ce cadre étroit, fixe et rigide l'organisation et l'évolution de la propriété paysanne. Le mir, antérieurement soumis socialement et administrativement, est devenu indépendant et du même coup l'organisation collective s'est affranchie de l'influence exercée par la propriété individuelle. Les pomiestchiki, qui jusque là avaient été les seuls propriétaires au sens occidental de ce mot et qui étaient le plus qualifiés pour organiser progressivement la propriété paysanne individuelle, furent privés, du fait de la réforme, de la majeure partie de leur influence économique et de toute leur influence sociale. Cette réforme a ainsi arrêté complètement tout progrès agricole, tant économique que civilisateur de la campagne paysanne, le vouant à la routine, à l'affaiblissement économique et moral. En outre, le mécontentement est né dans la classe des propriétaires, éloignés du gouvernement local et transformés en bureaucrates par l'effet de la centralisation grandissante. La Réforme de l'enseignement a de son côté largement ouvert les portes des écoles aux mécontents de la classe paysanne et c'est cette dernière réforme qui a contribué matériellement par la création de l'enseignement secondaire presque gratuit à multiplier les représentants de

la classe des intellectuels, recrutés du reste, ainsi que nous l'avons dit plus haut non seulement parmi les paysans, mais dans toutes les classes de la société, y compris celle des propriétaires. C'est par une intellectuelle, mais issue de famille de propriétaires (noblesse) qu'a été tué Alexandre II. Mais ce n'était pas pour venger la noblesse ; elle appartenait au mouvement qui devait s'appeler « narodnitschestvo » (1), ce qui peut être traduit à peu près (2) « culte du peuple ». Ce mouvement avait à sa base une théorie de « salut par le peuple » vers lequel et vers sa force créatrice, devaient s'orienter les regards de l'élite (3). Dans ses origines sociales ce mouvement présente d'après nous la réaction, que l'affaiblissement de la propriété, la destruction du pouvoir local individuel (des « pomietschiki ») et par suite la défaite du principe individualiste, joint à l'intellectualisation de l'élite, avaient provoqué dans la classe dirigeante.

Au début le mouvement révolutionnaire russe n'a pas été socialiste (4), ce dernier n'existant pas encore dans sa forme, dite scientifique, mais avec son apparition en 1870, il a trouvé dans cette doctrine un point d'attache et de ralliement puissant. Toutefois le socialisme russe a toujours gardé une nuance de vague et un caractère tout particulier, dûs aux vraies origines du

1. V. Sur le narodnitschestvo « Les idées des narodniki russes », V. Delevsky, *Revue d'Economie politique*, juillet-août 1921, cité par Rist, *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 761.

2. Ce mot est en effet intraduisible.

3. V. Glinski, *op. cit.*

4. Il serait toutefois intéressant de faire un rapprochement entre le « narodnitschestwo » et la théorie de la force intrinsèque créatrice de la masse, dont Marx est le créateur et que Lépine a si largement développé.

mouvement. Ses tendances *anarchiques* (1) sont bien la traduction logique d'une mentalité qui n'a pas varié et qui s'alimente toujours à la même source, l'anarchie agraire. Les écrits de Lénine et la doctrine de ses adeptes (le « leninisme ») sont les enfants spirituels des réformes d'Alexandre II.

Une mentalité, fondée sur des principes de nationalisme intégral, s'adapte difficilement à des idées socialistes par leur essence intime et c'est pourquoi, en raisonnant abstraitement, même arrachés à leur milieu naturel à tendances conservatrices et traditionalistes, les intellectuels polonais n'auraient pas dû emprunter sans réserves l'idéologie et la manière de penser des intellectuels russes. Ces derniers en leurs éléments révolutionnaires, qui, moralement, étaient en majorité, furent toujours profondément internationalistes et leur culte du peuple qui, comme idée dominante a subsisté, parmi les doctrines politiques diverses, jusqu'à la révolution, n'a jamais évolué vers un culte de la nation. Il resta toujours et inébranlablement une idée sociale.

De fait il en fut tout autrement. Tout en gardant son sentiment national intact et son caractère plus individualiste, l'intellectuel polonais, par un rapprochement idéologique très curieux, tel seul, que l'histoire si bouleversée de la Russie a pu en créer, a fait sienne en ses grandes lignes la psychologie mystique et rêveuse de l'intellectuel russe et lui a emprunté ses principes artificiels et peu définis, malgré qu'érigés bien souvent par l'effet de l'exaltation en croyances. Pour les intellectuels polonais de formation russe ou presque entièrement russe on peut dire sans exagération, que leur

1. V. Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*. Paris, Recueil Sirey, éd. 1922, p. 762 et s.

majorité n'est restée polonaise, que par leur patriotisme et leur langue — leur mentalité sociale est devenue russe. Et c'est cet élément, qui a eu sur la Pologne russe d'avant-guerre et également sur l'orientation sociale de la Pologne reconstituée en entier une influence prépondérante.

Ainsi que je l'ai déjà signalé plus haut, la situation morale de l'intellectuel polonais, transporté en Russie, malgré certaines divergences apparentes, présentait bien des traits communs avec celle de l'intellectuel russe. C'était et l'un et l'autre, quoique pour des raisons différentes des hommes arrachés à leur milieu, c'était l'un et l'autre des révolutionnaires, détestant profondément le gouvernement, et si c'était l'intellectuel polonais qui l'était peut-être (vers la fin de la domination russe) moins passionnément, moins empreint qu'il était du goût de changement et d'anarchie, il était lui aussi un mécontent, un opprimé, un idéaliste, rêvant à l'affranchissement à venir.

Les exemples historiques sont multiples, où les éléments russes, qualifiés « avancés » se sont solidarisés à la cause polonaise, en lui témoignant ouvertement leur sympathie, due au rapprochement idéologique, que je viens de signaler (1). Leur attitude à l'égard des aspirations nationales polonaises, en rapprochant les intellectuels des deux nations, a ainsi contribué à assimiler du point de vue social, l'intellectuel polonais à l'intellectuel russe libéral, divergences nationales ou haine de race étant entre eux écartées. Sans qu'il s'en

1. On peut citer comme particulièrement caractéristique en ce sens le manifeste rédigé par Bourtseff lors de la dernière insurrection polonaise en 1863 (v. Gliniski, *Les années révolutionnaires de l'histoire russe*, *op. cit.*).

rende compte lui-même, pendant la domination russe l'intellectuel polonais a transformé sa mentalité. Le Polonais moyen homogène entièrement de formation polonaise — traditionnaliste et à tendances aristocratiques — est devenu de plus en plus rare et tend actuellement à disparaître. Car les idées venues de Russie se sont, outre leur influence directe sur tous les Polonais, qui ont résidé en Russie à différents titres, profondément infiltrées en Pologne même, dans le pays tout entier et particulièrement dans la classe dite des « intellectuels ».

Il est intéressant de s'arrêter sur la formation historique progressive de cette classe en Pologne.

L'ancienne Pologne d'avant 1793, soumise à un régime semi-féodal, a toujours été par ses goûts et habitudes un pays à tendances très aristocratiques. La *szlachta* ou noblesse était la seule classe dominante extrêmement nombreuse. Comme construction sociale cet Etat se rapprochait le plus d'une république aristocratique. Politiquement même, l'existence de la royauté, du reste éligible, n'atténuait que fort peu le rôle dominant de la noblesse. Mais sous la domination russe, devant la menace de plus en plus pressante de dénationalisation progressive, il est apparu avec une évidence croissante à la classe active des élites polonaises, que seule l'union la plus étroite pouvait sauver les Polonais de la perte de leur nationalité.

Il se créa alors un mouvement idéaliste et abstrait à base mystique qui était dirigé vers le peuple et destiné par un appel à l'union et l'égalité à le préserver du péril de la dénationalisation. Les propagandistes de ce mouvement, véritables missionnaires, étaient avant tout des nationalistes. C'est toutefois le mouvement qu'ils

ont créé et ses tendances « vers le peuple », qui correspondaient à un mouvement analogue en Russie, dont j'ai parlé plus haut (motivé dans ce dernier pays par les idées révolutionnaires), qui ont contribué à déclencher un procès de détachement moral des classes moyennes, petite noblesse et bourgeoisie, de l'ancienne classe dirigeante — la grande noblesse des propriétaires fonciers : aristocrates et magnats.

Mais la nature de ce détachement très lent et peu apparent, plus automatique que raisonné, n'avait pas, au début, de caractère déterminé. C'est ce qui explique le fait, qu'au moment où le divorce social est apparu sous une forme réelle et concrète et il fallut lui donner une base rationnelle, ce furent les idées russes, déjà solidement établies, qui donnèrent sa couleur politique et sociale au mouvement social polonais né de la division des classes. C'est donc dans cette division qu'il s'agit de chercher la source de l'ensemble d'idées appelé en Pologne « démocratique », qui constituent le « credo » des dirigeants de la Pologne nouvelle et qui sont à la base de toute leur action politique et sociale.

Lors de l'avènement de l'indépendance ces idées avaient eu le temps de mûrir. Manquant — grâce à l'absence d'Etat indépendant — d'influence directe sur le peuple, les anciennes classes dirigeantes polonaises, disséminées comme elles l'étaient et donc incapables d'action commune, furent privées peu à peu de leur influence politique. Ce fut la diminution progressive, sinon de la coopération de fait dans les démonstrations patriotiques, du moins de la coopération morale avec la masse. La tradition de se grouper autour de l'aristocratie disparaissait. Cette dernière, retranchée dans ses terres, perdait progressivement toute liaison avec la

vie publique. Elle devenait en même temps un peu moins hostile à la domination étrangère.

On ne saurait, certes, parler, ici encore, d'un mouvement d'idées dans ce sens. L'aristocratie, dont le patriotisme ne saurait être mis en doute, restait certainement en opposition très nette à tout ce qui était russe. Mais une grande prospérité économique en même temps qu'un développement considérable de leurs industries rurales, favorisées par le gouvernement russe, finirent par créer à la longue aux propriétaires fonciers des liens, des obligations, des intérêts d'ordre économique. Ce fut là encore une raison, sinon réalisée et tangible, du moins latente, de scission morale entre la classe supérieure polonaise, économiquement liée aux destinées de la Russie, par ses attaches à la production polonaise, dépendant entièrement du marché russe, et la classe moyenne, progressivement convertie aux idées des intellectuels, qui pratiquement ne possédaient, eux, aucun point de ralliement à base économique. Cette scission d'ordre économique était encore plus de nature que l'éloignement moral à encourager un mouvement socialisant.

Nous voyons donc une fois de plus, que grâce au concours de circonstances, qui n'étaient pas entièrement semblables, mais qui ont abouti à un résultat analogue, il s'est produit en Pologne de même qu'en Russie et à peu près à la même époque un divorce intellectuel entre les classes cultivées de la société. Ce phénomène a eu le même caractère, car il avait pour origine cette même « intellectualisation » de l'élite, qui en Russie avait été dû aux réformes de 1861 et en Pologne, à l'influence de la Russie. Mais en Pologne, cette scission n'apparaît pas, jusqu'à la guerre, avec un caractère d'évidence, de fait accompli. Elle est

cependant suffisamment grave pour fomentier sous les extérieurs d'une unité, une solidarité et un enthousiasme national commun, un malaise latent. Ce n'est qu'avec l'avènement de l'indépendance et c'est logique, car c'est le moment, où il devient question pour les forces sociales d'entrer en action, que ce malaise devait s'aggraver et se précipiter, en se transformant en un schisme social profond, sous la poussée d'abord des idées anciennes venues de Russie et ensuite d'une recrudescence d'influence de ces mêmes idées, due cette fois à des causes politiques.

La Pologne nouvelle a englobé en effet dans ses frontières beaucoup d'éléments de nationalité non-polonaise ; des ruthènes, des russes, des juifs et des allemands.

Ces populations, où l'élément russo-ruthène a une grande prépondérance, n'ont pu porter d'atteinte sensible au caractère national du pays en général, mais elles ont beaucoup contribué par leur influence politique à aggraver la crise sociale, qui a éclaté immédiatement le nouvel Etat polonais constitué.

Lors de cette constitution, les élites de nationalité polonaise appartenaient par leur éducation à trois civilisations différentes : russe, allemande et autrichienne.

Il résulte de ce fait que les éléments dirigeants polonais n'ont pu, en raison de leur formation hétéroclite et l'absence dans leur sein d'une puissante classe sociale dirigeante, facilement trouver un programme d'action politique commune. Dans l'impossibilité où ils se trouvaient de pouvoir se rallier autour d'une tradition vivante, qui n'existait plus, et contraint par la force des choses de chercher des indications dans l'actualité, les gouvernants durent choisir entre les idées d'ordre constitutionnel, qui existaient antérieurement dans le

pays ; c'étaient les régionalismes autrichien et prussien (dont nous parlerons plus loin) et les idées des intellectuels russes. Tant à cause de leur plus grand nombre, que par ce que les opinions théoriques qu'ils professaient constituaient une doctrine d'ensemble, ce furent les intellectuels et les idées russes qui l'emportèrent. Toutefois, les éléments plus modérés ne seraient restés qu'en faible minorité et surtout leur situation morale aurait été plus forte, si les provinces russes entrées dans l'ensemble des provinces polonaises n'étaient venues fortement influencer le visage politique et social de la Pologne nouvelle. Les députés, que ces provinces ont envoyés à la Diète ont placé la majorité résolument à gauche et par suite de cette circonstance, les tendances de changement et de réformes libérales et démocratiques allèrent toujours en s'accroissant. Ces tendances devinrent rapidement une véritable soif, une croyance, un dogme, d'où l'élément de raison, de sens pratique et de pondération avait complètement disparu. Le modernisme et le progrès social firent prime sur toutes considérations d'ordre pratique. Ce fut le règne de l'intellectuel russe. La réforme par esprit de réforme (1).

1. Voici comment caractérise cette vague de réforme E. Hilton Young l'éminent professeur anglais, convié en 1924 par le gouvernement polonais en qualité d'expert pour examiner la situation financière :

... « Dans les années qui ont directement suivi la guerre, probablement en raison de l'optimisme qui régnait à tort partout par rapport à l'avenir, les gouvernements de la Pologne ont agi trop hâtivement dans la voie de reconstruction sociale et des réformes. Il m'a été rapporté qu'on a eu recours à des moyens qui avaient pour but l'amélioration de l'état social et qui auraient été trop chers même pour l'Etat le plus riche et dépassaient de la façon la plus complète la capacité de paiement d'un Etat appauvri par la guerre. Les fonctions de l'Etat ont été augmentées et multi-

Ces réformes et mesures sociales avancées sont extrêmement nombreuses. Il suffit de citer : les multiples lois sur les assurances sociales, la réforme agraire, la réforme de l'enseignement, la transformation de la législation ouvrière en général et particulièrement la réglementation de l'industrie minière, la loi sur la journée obligatoire de 8 heures (1), l'introduction de plusieurs monopoles (sel, tabac, alcool).

Toutes ces réformes dépassent de loin par leur caractère « avancé » la plupart des législations existantes. Les analyser ici serait sortir de mon sujet. Je ne revierdrai point non plus à l'analyse de la mentalité de l'in-

pliées à un tel degré qu'aurait été endommagé le mécanisme de l'instrument administratif le plus fort, et le plus expérimenté ; cette tâche, le système point encore mûr du nouvel Etat n'était point en mesure de l'accomplir. En un mot, les gouvernements de la Pologne voulaient courir, avant d'avoir appris à marcher. (E. Hilton-Young, *De la Situation Financière de la Pologne*, compte-rendu adressé au Président du Conseil, 10 février 1924 ; Ksiaznica Polska, éd., Varsovie, 1924, traduit de l'anglais, p. 8 (en polonais).

1. Voici le passage de la loi du 18 décembre 1919 qui traite de l'introduction de la journée obligatoire de 8 heures :

ARTICLE 1. — Le temps de travail de tous les travailleurs, employés, par l'effet d'un engagement, dans l'industrie, le commerce (modifié par la loi du 14 février 1922), les communications et transports, de même que dans les autres établissements de travail même ne prévoyant pas de profits, mais administrés industriellement, indépendamment du fait que ces établissements de travail soit propriété privée ou d'Etat, ou également d'institutions communales autonomes, comporte, sans que soient comptés les intervalles de repos, 8 heures au plus par 24 heures, samedi 6 heures par jour, et ne peut dépasser 46 heures par semaine.

ART. 2. — Est considéré comme temps de travail le montant d'heures, durant lesquelles le travailleur est obligé en vertu de la loi de rester dans l'établissement de travail ou en dehors de cet établissement à la disposition du directeur des travaux.

Dans l'industrie minière le temps, employé pour la descente et la sortie est compté dans le temps de travail. (*Journal Officiel de la République Polonaise*, n° 2 du 9 janvier 1920, f. 7).

tellectuel polonais, cause de ces errements fantastiques, mentalité dont j'ai parlé plus haut et dont le trait essentiel est la prédominance de l'abstrait et du mystique, qui font que cette mentalité se complait dans l'irréel. Je vais tâcher de dégager de l'ensemble des faits déjà exposés une explication générale des difficultés politiques et sociales, qui sont à la base du malaise, dont souffre la Pologne nouvelle.

Le règne de l'intellectuel à tendances avancées de formation russe présente dans un Etat nouvellement créé des dangers très graves. L'exemple de la Russie, Etat cependant séculaire, où l'avènement de la classe dite des « intellectuels » au pouvoir a rapidement mené au communisme est particulièrement significatif. En Pologne l'absence chez les représentants de cette classe de bases sociales, de tradition et d'aucune habitude constitutionnelle s'est traduit par le plus complet dérèglement dans la vie politique, les errements les plus inattendus et les expériences les plus fantastiques dans la vie sociale. En outre le souffle révolutionnaire venant de la Russie communiste tout en effrayant les éléments avancés eux-mêmes les a induits encore davantage — sous prétexte de se préserver contre les exagérations communistes — à persévérer dans la voie où ils se sont engagés.

On a coutume de considérer à tort en Occident, par suite du grand développement constant et homogène de la Civilisation occidentale, qu'une fois que les libertés et réformes qui viennent à être introduites dans ces pays de vieille civilisation, à bases séculaires, ne sont pas réalisées de front dans les pays jeunes de l'Orient, ce fait y est dû à la victoire de la réaction ou de la dictature. On néglige la vérité, que les éléments révolution-

naires ou simplement les éléments « avancés », ou se qualifiant tels, rencontrent dans la vie des peuples occidentaux le complément nécessaire de leurs emportements. De la lutte des idées de progrès, de changement ou de renouveau avec les idées conservatrices, traditionalistes et de l'ordre établi, découle, par le libre jeu des principes et des intérêts, le développement de la Société. Mais c'est une grave erreur d'appliquer les mêmes principes et de suivre les mêmes méthodes, là, où pour les raisons que nous venons d'exposer, le modernisme et l'idée de progrès ou mieux vaut dire ici de l'« avance », sociale ne sont opposés à aucune espèce de tradition sociale et où, par conséquent, l'action politique ne tend souvent plus vers l'amélioration des institutions par voie de leur évolution progressive, mais projette de créer des formes entièrement nouvelles, ne se souciant pas de jeter bas, si nécessaire, les institutions du régime existant. C'est alors une politique révolutionnaire qui survient.

Il conviendrait dans ces pays de soutenir autant que possible les institutions existantes, car ce sont elles seules qui sont capables de suppléer par leur stabilité relative au manque de tradition et de bases acquises et de contribuer à une évolution moins violente de la société. Mais le manque d'esprit constitutionnel dans le peuple, joint aux facteurs révolutionnaires, font qu'en pratique ces pays aboutissent automatiquement, après des expériences extrêmement risquées et des soubresauts révolutionnaires, soit à la dictature, soit à l'anarchie.

Les Révolutions en Orient sont pour la plupart non point le résultat de la victoire d'idées nouvelles, mais de l'effondrement d'institutions anciennes sous la poussée de vagues de réformes. L'influence de l'Occident y est

souvent pour une grande part. Involontairement ou tout au moins inconsciemment c'est ainsi l'Occident civilisé, qui détruit la civilisation de l'Orient retardataire.

La révolution russe en est l'exemple le plus typique, mais en Pologne de même c'est bien un mouvement de ce genre, qui s'est déclenché. Des troubles politiques graves y sont survenus. Antérieurement, l'état d'esprit de l'élite « intellectualisée » et révolutionnaire a eu le temps de se traduire dans des réformes et des expérimentations de tout genre, dont les suites immédiates ont été d'une part au baromètre des changes le fléchissement du taux de la monnaie nationale; parallèlement et pour la même cause — les réformes exigeant de grandes dépenses — la nécessité de recourir à l'inflation.

C'est bien — avant qu'advienne une révolution politique, — à l'anarchie, l'anarchie économique et financière, qu'on avait abouti, et le pays, acculé à la banqueroute, était déjà en face d'un effondrement complet, lorsque tout un ensemble de facteurs : du côté économique des réformes, où la science vint corriger les égarements de la politique et de l'imprévoyance; du côté politique — la révolution, suivie de la dictature, que prit vigoureusement en ses mains le maréchal Pilsudski; enfin, — des circonstances extérieures favorables, telles la grève générale anglaise et le coup de fouet, qu'elle vint donner aux exportations polonaises, vinrent coopérer à relever le pays de la ruine et à rendre la situation plus stable. Puisse cet état de choses se prolonger.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME ADMINISTRATIF

Le problème constitutionnel dans la Pologne nouvelle. — Le caractère de l'administration russe en Pologne. — L'administration prussienne. — La politique de l'Autriche. — L'application du principe *divide et impera* en Galicie. — Les suites sociales et politiques de la domination autrichienne. — Le fonctionnarisme galicien et l'administration de la Pologne nouvelle.

L'économiste Hartley Withers a écrit très judicieusement :

« Il a été dit qu'une nation a le gouvernement qu'elle mérite et les finances publiques sont certainement une de ces branches, où l'opinion publique éclairée peut beaucoup (1). » Il est dans la plupart des cas difficile de voir dans une crise administrative une raison à part, une source d'un malaise dont un pays vient d'être atteint. C'est bien souvent la désorganisation des services publics ou le coût excessif de leur entretien, qui est une des principales raisons d'un budget en déficit, mais d'ordinaire cette désorganisation est si étroitement liée aux causes politiques et sociales dont elle dépend, que c'est ces causes, qu'en premier lieu il convient d'envisager. Si on arrive à les écarter, le problème en lui-même disparaît dans son entier.

Telle est la situation dans son état à bases établies et de formation ancienne. En Pologne — Etat neuf — le

1. Hartley Withers, *Notre argent et l'Etat* (*Our money and the State*). Londres, John Murray, éd., 1917, p. 8 (en anglais).

manque d'éducation économique des masses n'est pas la seule raison de la mauvaise organisation de l'administration, qui est une cause importante des charges trop lourdes, qui pèsent sur la production et les finances publiques. La source principale des défauts inhérents à l'appareil administratif polonais se trouve dans la constitution de ce nouvel Etat de trois parties différentes. Il convient donc, pour pouvoir pleinement juger de la situation, de faire un bref résumé des différents régimes constitutionnels auxquels ont été soumis au courant de l'histoire ces parties par les Etats annexants.

En Pologne russe la participation des Polonais soit à l'administration de leur pays, soit au gouvernement général de l'Empire est devenue presque nulle dès la première moitié du siècle dernier.

Cette partie de la Pologne fut privée d'hommes politiques de nationalité polonaise. Les postes administratifs furent également retirés aux Polonais et les plus humbles fonctionnaires furent nommés de nationalité russe. Les émeutes fréquentes au début de la domination russe ne furent, certes pas de nature à créer de véritables hommes politiques, de même que dans le peuple elles n'ont guère contribué à conserver ou à faire germer une notion saine de l'ordre constitutionnel. Vers la fin de la domination russe la représentation à la « Douma » russe fut accordée aux provinces polonaises, mais cette participation aux affaires communes de l'Etat, en outre volontairement limitée de part et d'autre, n'eut pas le temps de porter ses fruits. Une certaine quantité d'hommes politiques polonais est toutefois sortie de cette coopération gouvernementale, mais ces hommes politiques ne furent jamais admis en

Russie à aucune fonction administrative. Il ne leur fut rien accordé en ce domaine, hormis la faculté de rédiger et de présenter des statistiques et projets sans importance juridique, qui ne pouvait représenter plus, qu'un simple intérêt de propagande.

Pour le gouvernement de la Pologne nouvelle les suites de ce régime ont été des plus désastreuses. Le manque absolu chez les dirigeants d'expérience dans l'exercice de toute activité sociale, ainsi que les habitudes acquises de simple opposition de principe et d'action bureaucratique, se sont vivement fait ressentir dans le nouvel Etat libéré.

D'autre part, ainsi que nous l'avons fait ressortir dans le chapitre précédent, en Pologne russe c'est la gauche révolutionnaire qui a pris le pas sur les autres partis. Les éléments peu nombreux, doués d'une expérience relative en matière de Gouvernement appartenaient presque exclusivement à la droite et ce sont trouvés écartés de la politique après la révolution. Fait curieux dans l'histoire, la domination russe jetée bas, la Pologne russe s'est ainsi trouvée être complètement privée d'appareil administratif, une véritable *tabula rasa* !

Passons maintenant à l'administration prussienne.

La différence qui existe entre le caractère russe impressionnable et emporté et l'esprit prussien tenace et opiniâtre s'est traduite dans l'aspect respectif de la domination russe et prussienne.

En Prusse il y eut envers les Polonais également oppression, mais oppression empreinte d'un système implacable, plus prudente, mais aussi plus tenace.

Ce fut avant tout une oppression raisonnée.

A la place de pressions administratives, politiques et nationales, là où celles-ci ne pouvaient servir qu'à

exciter la masse et à lui donner de nouvelles forces pour la résistance, le gouvernement allemand, pratique avant tout, a accordé de multiples avantages économiques à ceux qui ont accepté de renier leur nationalité ou leur religion. Il a en outre pratiqué une vaste politique de colonisation (1). L'influence d'une civilisation supérieure aidant, il est advenu au cours des années, sinon la *dénationalisation*, qui avait commencé à germer en Russie, du moins la *germanisation* d'une partie de la population. Dès que cette germination a progressé d'une façon, que le gouvernement a jugé suffisante, les forces locales ont été admises au pouvoir, mais ce furent des forces locales, soit entièrement germanisées, soit empreintes de l'Etatisme administratif dominant.

Toutes bénévolement elles se conformaient à la discipline générale de l'Etat allemand. Les dirigeants polonais poznanien (2) ne sont pas devenus des patriotes prussiens, mais ils ont quand même accepté et fait leur : l'ordre, le régime administratif et les coutumes occidentales de l'Allemagne.

L'influence allemande en Poznanie a donc eu comme résultat, que du point de vue social cette partie de la Pologne est devenue la plus stable. C'est ici que s'est conservée et même sensiblement développée l'idéologie conservatrice et l'esprit de propriété, d'ordre et de sécurité. La Poznanie se présente comme la province polonaise la plus aisément gouvernable et aussi la plus solide du point de vue constitutionnel.

1. V. M. Seyda, *Territoires polonais, sous la domination prussienne*. Section de presse du Comité national polonais. Paris, 1919, p. 63-72.

2. Poznanie, capitale Poznan, province de la Pologne, ayant appartenu à l'Allemagne (Pozen).

Mais au point de vue de leur contribution en idées et en hommes, apportée à l'administration générale et au gouvernement du nouvel Etat, les forces polonaises de cette province sont restées en Pologne strictement régionales ; elles ne représentent pas en effet un élément d'ordre assez important, ni assez nombreux pour qu'il puisse servir à former les rouages essentiels du mécanisme administratif.

Elles restent en outre régionalistes par l'effet même de leur caractère. Il est certain, que la domination allemande si elle n'a pas doté les polonais d'Allemagne d'une âme allemande, les a quand même rendus allemands par leurs habitudes et leur caractère. Ils sont restés empreint de cette méfiance et cette réserve intérieure, mêlées extérieurement à de la bienveillance adroite, que nous avons maintes fois eu l'occasion d'observer chez les allemands, établis en pays étranger, et plus généralement partout où, ne se sentant pas complètement chez eux, ils tiennent toutefois à conserver intactes leur indépendance morale, leurs habitudes acquises et leur vie économique propre.

Les poznanians ne participent que de façon très restreinte aux affaires de gouvernement et d'administration générale.

D'autre part il est à noter, ainsi que nous l'avons déjà signalé, que l'élément constructif par excellence du point de vue constitutionnel, l'élite de l'administration, était germanisée. Or, la politique nationaliste de représailles, adoptée par le gouvernement polonais au cours des premières années, qui ont suivies la création de la République indépendante, a abouti à l'émigration en masse d'une grande partie de l'élément allemand de Poznanie. Ces mesures répressives, ont bien contribué

à une plus grande polonisation de cette province, mais elles ont parallèlement provoqué un drainage sensible de ses forces productives dans tous les domaines.

Reste la troisième partie de la Pologne moderne, l'ancienne Pologne autrichienne.

La Pologne autrichienne était formée par deux provinces d'un niveau de civilisation et d'une composition nationale très différentes : la Galicie Occidentale et la Galicie Orientale. Cette différence fit parfaitement l'affaire du conquérant.

Divide et impera telle a été depuis toujours la vieille maxime de la vieille Autriche.

En Galicie Orientale, la majeure partie de la Pologne autrichienne, cette maxime a trouvé un vaste champ d'application dans la diversité des races, qui peuplent cette province. Sous les auspices de l'Autriche, la division politique et nationale est venue dans les deux parties de la Galicie se joindre à la division sociale, suite de la concentration des grandes fortunes entre les mains des propriétaires fonciers polonais (1). Dans toute la Pologne autrichienne, la politique de l'Autriche a laissé une empreinte profonde. Elle s'est appliquée à y maintenir tout le long de sa domination, plus systématiquement encore peut-être que dans aucune de ses autres provinces, ces éléments de discorde sociale et ces principes de division et de haine nationale entre diverses classes et diverses nationalités, qui furent toujours à la base de sa politique générale et qu'elle a su cultiver avec

1. V. R. Dmowski, *Le déclin de la pensée conservatrice en Pologne*. Gebethner et Wolff, Varsovie, 1914. *De la banqueroute de la méthode conservatrice dans la politique galicienne*, p. 171-200 (en polonais).

son astuce légendaire entre ruthènes et polonais, ruthènes et roumains, roumains et hongrois, hongrois et serbes en Galicie, Bucovine, Transilvanie, Banat, Croatie, etc.

En Galicie, l'Autriche a pleinement abouti aux fins qu'elle s'était proposée : disséminer les forces d'opposition possibles, régner sur des peuples affaiblis par leur division. L'élément polonais en Autriche a toujours bénéficié de la part du pays annexant d'une très large tolérance. C'est ici que se sont conservées et développées le plus librement les lettres et la science polonaise ; c'est l'Autriche qui des trois pays partageants a apporté en matière de langue et de civilisation polonaise le moins de restrictions. Mais cette liberté et cette tolérance elles-mêmes n'ont point été dues, pas plus que les persécutions russes ou l'oppression allemande, à des sentiments de sympathie réelle à la cause polonaise. En considérant la politique autrichienne dans son ensemble, elles étaient faites pour lui nuire. Cette tolérance n'avait d'autre but, que d'infiltrer très habilement un esprit de régionalisme polonais, qui ne faisait que contribuer à l'éloignement moral de la Galicie des autres parties de la Pologne subjuguée.

Il existait d'autres entraves encore, apportées par l'Autriche au libre développement de la nation polonaise, considérée dans son ensemble. Dans le domaine social la protection économique de certaines classes de la population a été systématiquement opposée aux obstacles, qui existaient au libre développement des autres. En Galicie Orientale ce furent surtout les populations paysannes ruthènes, qui végétaient dans un état de délaissement voisin de la misère, qui furent opposées aux polonais.

Inversement, la discorde fut créée également entre ces derniers, par l'opposition des riches magnats comblés de soins par le gouvernement et la Cour à la classe moyenne au sein de laquelle un germe de mécontentement et d'envie fut constamment fomenté (1).

Tous ces facteurs convergeaient vers le même but politique : la plus grande division entre les diverses nationalités et classes de la société en Galicie, tendant à faciliter la domination et à augmenter la puissance et le prestige de l'Autriche.

Il est résulté de cette politique un régime de chicane, de jalousie, de faussetés et d'intrigues constantes, d'une nation contre une autre, envenimé par la lutte des classes et l'envie. Le tout constituait bien cette ensemble de petites haines et de rivalités, que sut si habilement entretenir dans ses provinces le gouvernement autrichien, pour aboutir aux fins de sa politique générale. Cette politique, menée très adroitement, et favorisée par l'extrême diversité des races qui se distinguaient autant par leur caractère national que par leur niveau de prospérité économique et le degré de civilisation, qu'elles avaient atteint, n'eut cependant jamais l'apparence d'une politique raisonnée et systématique. Les haines suscitées et les suites violentes des rivalités entretenues ne sont jamais venues retomber sur la tête de leur fauteur originel le gouvernement autrichien.

Jusqu'à sa chute l'Autriche a su conserver aux yeux de ses sujets l'attitude d'un Etat impartial, qui figure dans les conflits inévitables entre les nationalités, l'élément d'ordre, de civilisation et d'apaisement indispensable. Elle a réussi à se présenter aux populations, qui

1. Voir sur les faits Dmowski, *op. cit.*, p. 21-22.

lui étaient soumises, comme un arbitre impartial de conflits spontanés. Sous sa domination « libérale », les opprimés eux-mêmes ont été dans leur grande majorité dupes de son rôle. En visitant après la guerre plusieurs anciennes provinces autrichiennes, nous avons eu l'occasion de rencontrer jusqu'à présent chez les représentants de la classe paysanne et même chez certains représentants de la classe moyenne, un respect profond envers l'Etat défunt, auxquels venaient se joindre souvent des regrets de ne plus jamais pouvoir le voir renaître. Comment l'Autriche a-t-elle réalisé un pareil succès politique au premier abord paradoxal ? Division et discordes ont bien été maintenues dans les provinces hétérogènes de l'Empire par l'Administration autrichienne.

A l'inverse du système russe, cette administration n'était pas composée de fonctionnaires importés du centre. Les fonctionnaires de l'administration galicienne étaient pour la plupart des indigènes, polonais dans leur grande majorité, formés par l'Autriche dans l'esprit qu'elle considérait utile à ses fins.

Cet esprit était celui d'un formalisme à outrance et d'un étatisme rigoureux, joint à une organisation bureaucratique, qui par son caractère même était opposé à faciliter la tâche des intéressés, qu'elle s'ingéniait au contraire à rendre la plus compliquée possible.

Une pléiade de fonctionnaires se complaisaient : d'une part à multiplier pièces à l'appui et écrits, vérifications et échanges d'opinions écrites sur des sujets parfaitement licites et d'actualité courante, demandant par leur nature une solution beaucoup plus prompte : d'autre part à agglomérer des affaires litigieuses et des contestations innombrables, en donnant cours à des demandes ou des plaintes, n'ayant qu'un caractère de pure chicane.

Cette organisation tracassière de l'administration dans les provinces autrichiennes allait parfaitement de pair avec le même système, consacré dans la politique locale.

Les traces laissées par l'application séculaire d'un pareil régime dans les habitudes acquises par la population et surtout dans l'esprit des fonctionnaires eux-mêmes ont été des plus nuisibles. Or, les circonstances, qui ont présidé à la naissance de la nouvelle République polonaise, ont abouti fort malheureusement à la doter précisément d'une administration formée sur le modèle de l'organisation autrichienne en Galicie. C'est en effet cette province qui viendra influencer le reste de la Pologne de façon défavorable au progrès constitutionnel du nouvel Etat et à sa production générale. C'est la Galicie qui fournira à la Pologne nouvelle son cadre administratif et les fonctionnaires de nationalité polonaise de cette province, qui viendront non seulement imposer au pays entier leurs méthodes, mais former la partie principale de son armature administrative et composer le contingent de ses fonctionnaires supérieurs.

Ce fait n'a d'autre explication que leur expérience relative des affaires publiques. Les deux autres parties constituantes de la Pologne nouvelle, la prussienne et surtout la russe, étaient, pour les raisons que j'ai exposées plus haut, tout à fait dépourvues de tout appareil administratif indigène.

Les fonctionnaires d'origine non-polonaise ayant disparu après l'avènement de l'indépendance tant par émigration volontaire, que forcés par une politique nationaliste maladroite, ces provinces se sont vues privées de techniciens de l'administration. Fait peut-être unique dans l'histoire moderne, ces provinces ne pos-

sédaient plus ni fonctionnaires qualifiés, ni même de dirigeants quelconques, pourvus d'un ensemble de notions, liées à une tradition administrative, ou même d'un stage minime suffisant. Ces dirigeants, le nouvel Etat a dû aller les chercher dans l'unique partie de la Pologne où il y en avait d'expérimentés, c'est-à-dire en Galicie.

La Pologne nouvelle a été contrainte de prendre en Autriche ses fonctionnaires routinisés, formalistes et incapables par la force des mauvaises habitudes acquises d'élaborer un sain programme d'ensemble : d'organisation, d'unification et de réformes. Après avoir hérité des trois puissances annexatrices du pire système politique, avec ses dirigeants politiques russes, elle s'est vu doter de la pire des administrations existantes dans l'ensemble des trois provinces. Ce fut encore une fois dû aux circonstances malheureuses, le gouvernement des pires (1).

1. Voici le passage du rapport de l'expert financier anglais M. Hilton Young, adressé au président du Conseil de la République Polonaise, où il traite de la question de l'administration :

« Les dirigeants de la Pologne reconstituée ont dû et doivent encore lutter avec une difficulté de caractère spécial.

Pendant plus de cent ans trois grandes puissances partageantes se sont employées, chacune dans sa partie, à fixer l'empreinte de leur propre législation et administration.

Ces puissances s'entendaient afin d'arriver à détruire toute idée d'unité polonaise et de faire ployer toute activité qui paraissait être une manifestation de l'esprit national polonais. Il est par conséquent incombé aux dirigeants de la Pologne reconstituée la tâche non seulement de construire un Etat avec le matériel brut d'un grand peuple, inspiré d'un esprit inaltéré d'amour pour la patrie, mais encore d'entrer en charge en prenant possession d'un terrain sur la surface duquel il n'existait aucune institution. La tâche la plus lourde était celle de l'union des trois systèmes différents, dont pas un seul ne fut le produit de la libre civilisation et du génie polonais, et dont pas un seul ne fut entièrement adapté

aux besoins du peuple. Excepté cela il existait encore une difficulté de caractère spécial.

Par suite de la politique des anciens dominateurs étrangers, les citoyens de la Pologne, la Galicie exceptée, n'avaient pas eu la possibilité d'acquérir de l'expérience dans le domaine de l'administration d'Etat. Après la guerre les fonctionnaires qualifiés étrangers se sont éloignés. Le nouvel Etat devait contruire lui-même son personnel d'Etat et en même temps dans des conditions extrêmement difficiles, créer la machine législative et administrative. La Pologne fut plongée dans des eaux profondes, afin qu'elle apprenne seulement à nager (E. Hilton Young, *op. cit.*, p. 64).

CHAPITRE IV

LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE

Les difficultés quasi-organiques de formation. Exposé de l'expert Hilton Young. La politique d'étatisme et ses suites économiques. Quelques exemples saillants. L'inflation et la dette publique. Le fonctionnarisme. Les entreprises d'Etat. Les monopoles du tabac et de l'alcool. Les assurances sociales. Les charges sociales et la production du charbon. Les assurances contre la maladie en Pologne et dans les autres pays d'Europe. La Réforme agraire.

La troisième source de la crise, la plus grave, car elle s'est trouvée directement influencée et aggravée par toutes les autres difficultés d'ordre politique et social, réside dans le problème économique. Ainsi que nous l'avons signalé plus haut les difficultés économiques multiples, qui sont venues acculer le nouvel Etat polonais à la banqueroute, en le menaçant un instant dans son existence même, ne sont pas toutes dues à la mauvaise politique des dirigeants de la Pologne nouvelle ou aux destructions de la guerre. Les difficultés les plus graves sont, pour ainsi dire, organiques, et résultent une fois encore du fait que le nouvel Etat s'est constitué de trois provinces, adaptées à la vie économique de trois nations, dont la structure était différente dans la plupart des branches de leur activité productrice.

Ces difficultés organiques ou quasi-organiques — tout au moins au début, c'est-à-dire lors de la formation du nouvel Etat polonais, — on ne saurait les définir de meilleure façon, que le fait M. Hilton Young dans son

exposé déjà cité, auquel j'emprunte le passage suivant :

« Dans la vie industrielle une partie de la Pologne s'est confondue avec le système économique de la Russie, l'autre partie avec l'Allemagne. Les frontières nouvelles ont départagé ces parties des systèmes auxquels elles appartenaient originellement et de ce fait elles ont tranché les artères financières et les nerfs des rapports commerciaux. En même temps la désagrégation du système industriel et commercial russe a privé la Pologne de la presque totalité du marché russe et la désorganisation de l'Allemagne a considérablement diminué l'intensité du commerce dans cette direction (1). Ce qui a été perdu sur les anciens marchés, n'a point été reconquis sur de nouveaux.

La situation mondiale incertaine a eu une influence défavorable pour que puissent être contractés de nouveaux liens commerciaux. Privé de beaucoup de ses débouchés antérieurs le commerce polonais pareillement à celui des autres pays a eu des difficultés pour en trouver de nouveaux. Les circonstances difficiles dans lesquelles l'Etat s'est créé ont contribué à entraver le développement de la prospérité économique et pour vaincre ces difficultés il faut du temps.

Les chemins de fer ont à vaincre des difficultés qui proviennent d'une source analogue. Elles ne sont pas dues uniquement au fait que, pendant la guerre le matériel des chemins de fer n'ait pas été réparé. Ici également la raison réside dans le fait que se sont trouvés assemblés au début pour former les chemins de fer po-

1. La Pologne est en outre en guerre commerciale presque constante avec l'Allemagne. Il en est ainsi à l'heure actuelle (septembre 1928). *Note propre.*

lonais des parties de systèmes, n'ayant entre eux rien de commun et qui étaient construits en raison des groupements de centres de population, qui ont été entièrement transformés par les frontières nouvelles. Des chemins de fer étaient destinés à des transports dans certaines directions, qui actuellement ne sont plus usitées. Dans les chemins de fer, de même que dans son administration générale gouvernementale la Pologne s'est trouvée en face du problème difficile d'unir dans un ensemble les parties de trois organismes différents. De grandes dépenses pécuniaires sont nécessaires pour effectuer des constructions nouvelles, permettant de coordonner entre elles ces parties inadaptées et de diriger l'activité ferroviaire dans les directions que nécessite le nouveau groupement de la population. La nécessité de bonnes communications entre la Haute-Silésie et le reste du pays est particulièrement frappante.

La nécessité d'effectuer de nouvelles constructions pèse lourdement sur les finances de l'Etat, toutefois jusqu'à ce que ce ne soit pas fait, le commerce rencontre des entraves et avec cela les revenus des chemins de fer restent diminués, tandis que le Trésor est de plus en plus grevé par les chemins de fer » (Hilton Young, De la situation financière de la Pologne. Les conditions générales, p. 6-7).

Il suffisait, certes, de ces graves difficultés matérielles pour provoquer un malaise économique sérieux. Ce malaise s'est transformé en crise grave par suite de la politique suivie par les dirigeants de la Pologne nouvelle. Les deux traits saillants de cette politique, qui ont le plus nui au développement normal de la vie économique du pays et ont contribué à faire éclater la crise économique et financière sont : le courant d'éta-

tisme et celui de la protection sociale obligatoire du particulier par l'Etat. Tous les deux peuvent se résumer en fait dans la même formule : tendance socialisante vers la protection obligatoire du particulier par l'Etat, qui comporte l'ingérance de ce dernier dans toutes les branches de l'activité nationale, autant dans le domaine industriel public que dans le domaine privé. Tout en entravant et en saignant les forces productrices cette politique a entraîné l'Etat dans des dépenses déraisonnables.

Le courant étatiste a eu comme suite l'apparition d'un fonctionnarisme intransigeant et l'introduction de monopoles d'Etat, ainsi qu'une politique sociale extrémiste. Des réformes innombrables ont été entreprises ainsi que nous l'avons signalé plus haut : la réforme de la législation ouvrière, l'introduction de la journée obligatoire de 8 heures, la réforme agraire, la réforme de l'enseignement etc.

Je sortirais par trop de mon sujet en entrant dans les détails de la question des dépenses, qui nécessiterait une analyse détaillée des réformes que je viens d'indiquer. De même la question des revenus de l'Etat et la documentation en chiffres mériterait plus de place que n'en comporte le cadre de cet ouvrage. Je me bornerai donc à citer quelques faits typiques, quelques opinions et quelques chiffres, dont l'ensemble permettrait de donner plus de relief aux considérations générales, que j'ai exposées plus haut.

Le produit de la double inflation (1) polonaise a été

1. La seconde a eu lieu en 1924-1925, lors déjà de l'introduction du zloty, nouvelle monnaie nationale. Voir sur ce point prof. E. Taylor, *La seconde inflation polonaise*. Poznan, 1926 (en polonais).

dans sa majeure partie employé non point pour les besoins de reconstruction, ni même de guerre, mais surtout pour couvrir les déficits budgétaires.

La paix avec la Russie a été conclue en 1921 (1) et l'inflation catastrophique n'a éclaté qu'en 1922 et surtout 1923. Or les dépenses de guerre avaient été déjà couvertes par l'augmentation prodigieuse de la dette publique, qui depuis n'a cessé de croître, malgré que de ce fait se fermaient de plus en plus à la Pologne les portes des institutions de crédit étrangères.

En mai 1925 la dette publique de la Pologne (qui depuis a encore beaucoup augmenté et notamment, en novembre 1927, par l'emprunt américain du montant total de 162 millions dollars or) s'élevait déjà à 2.140.000.000 zlotys (2).

Rien qu'en 1924 après la réforme monétaire la dette publique a augmenté de 314 millions de zlotys or et notamment :

- a) Vis-à-vis de l'étranger de 224 millions de zlotys.
- b) La dette intérieure de 49 millions de zlotys.
- c) Le crédit gratuit de la Banque de Pologne de 21 millions de zlotys (3).

Elle était ainsi au 1^{er} janvier 1925 de 1.766.000.000 de zlotys et elle montait en quatre mois, de 374 millions de zlotys, pour atteindre en mai 1925, 2.140.000.000 de zlotys.

Dans son livre « Les Finances de la Pologne en 1924 et 1925 », M. Georges Zdziechowski, président de la

1. Paix de Riga, signée le 18 mars 1921.

2. 1 zloty or = 1 franc or. Actuellement 1 zloty = 2 francs 87 centimes français environ.

3. Il faudrait encore ajouter à tous ces revenus extra-budgétaires le produit de l'inflation en 1924.

commission des finances de la Diète et rapporteur général du budget de 1924-1925, plus tard ministre des finances, qui s'est spécialement consacré à l'étude des budgets polonais d'inflation et qui s'est efforcé ensuite à obtenir un équilibre budgétaire pendant son passage trop court au pouvoir, suite pour lui d'incidents regrettables (1), dit textuellement en commentant le rôle que l'Etat a joué dans la crise :

« On peut vraiment s'étonner que la forme et le développement de la crise aient été et restent encore aussi bénins, lorsqu'on se rend compte que la politique de l'Etat en son entier dans une phase aussi difficile pour la production fut, du commencement à la fin, anti-économique ». (G. Zdziechowski, *Les Finances de la Pologne en 1924 et 1925*, 5^e partie, *Les forces économiques*, p. 72).

J'ai parlé plus haut de l'étatisme intransigeant, auquel la Pologne doit en grande partie la crise économique et financière, qui est venue saper les fondements du nouvel Etat au moment même où il était en train de se former dans des conditions déjà bien difficiles une vie économique indépendante. Etatisme et assurances sociales, c'étaient bien les bases de la politique nationale et sociale de l'ancienne Autriche, c'était aussi, ainsi que les faits l'ont prouvé, la résultante de la Révolution russe, aboutissement logique de l'idéalisme acharné, mais vague et abstrait de l'« intellectuel ». Sur un fond de flottement général et d'inexpérience ces tendances ont trouvé en Pologne un champ de développement fertile.

1. M. Zdziechowski a été roué de coups par une bande d'une dizaine d'individus habillés en officiers, qui venaient protester contre la diminution d'un crédit pour l'armée.

Une des suites de cette politique est le fonctionnarisme polonais, formule essentiellement autrichienne dans ses origines. Voici quelques chiffres que j'emprunte textuellement au discours prononcé devant la Diète par J. Michalski, ancien Ministre des finances, membre de la commission des finances, en mai 1925 (1) :

« La construction de la pyramide administrative est chez nous à l'envers des autres pays. Il existe d'après le préliminaire budgétaire qu'on nous propose de fonctionnaires civils et employés dans l'administration, les monopoles et les entreprises d'Etat : 437.831 personnes. Les ouvriers dans les entreprises et les monopoles sont au surplus au nombre de 77.384 ; l'armée, selon les données présentées par le rapporteur du Ministère de la Guerre compte, y compris les employés des services sanitaires, des ateliers, fabriques et autres institutions, de même que l'administration civile de l'armée, en tout 323.215 personnes. Il faut ajouter les pensionnés et invalides, dont il y a 362.872 personnes. En prenant en considération la quantité des membres de famille de toutes les catégories, dressée par les soins de l'Institut principal de statistique, il apparait que 2.000.000 de personnes environ puisent dans les revenus du Trésor pour subvenir à leur existence (2).

Les données que contient le 6^e tome de la Statistique Polonaise de l'Institut principal de Statistique, concer-

1. Discours prononcé devant la Diète le 7 mai 1925 à l'occasion de la discussion du préliminaire du budget du Ministère des Finances pour l'année 1925.

2. Le nombre total de la population en Pologne était en 1925 de 27.192.674 habitants. Nous observons que les cadres des pensionnés et invalides dépassant de 39.657 le nombre des individus ayant un rapport quelconque à l'armée active et que l'armée des fonctionnaires et ouvriers des entreprises de l'Etat représente une fois et demi le nombre du personnel militaire du pays. *Note propre.*

nant la composition de nos institutions administratives, nous permettent de nous dessiner un tableau de la façon, dont est construite cette pyramide de notre administration. Elle est foncièrement intéressante.

Sur 43.679 fonctionnaires administratifs dans le sens littéral de ce mot, c'est-à-dire en faisant exception des juges, procureurs, professeurs et maîtres d'école, de l'armée et des entreprises d'Etat, à la date du 1^{er} janvier (1925), 984 possédaient le degré de général (1) (rémunéré du I au V degré de rémunération) tandis que 32,094 fonctionnaires appartenaient au X-XII degré inclus et donc le sommet de pyramide comptait 13.585 fonctionnaires, c'est-à-dire que pour un fonctionnaire supérieur (du I au VIII degré de rémunération) il n'y avait que 2 1/2 fonctionnaires correspondant d'un degré inférieur. Sur le nombre total de 42.569 fonctionnaires administratifs de I^{re} et II^e instance 16.024, c'est à-dire plus d'un 1/3, ne possédaient qu'une instruction élémentaire et de maison.

L'augmentation des taux de rémunération des fonctionnaires est actuellement insuffisante en Pologne, si on la compare aux taux d'avant-guerre, avec un privilège évident en faveur des catégories inférieures. Ainsi par exemple, un fonctionnaire du XI^e degré est rétribué actuellement d'après les données de l'Institut principal de Statistique à 58, 7 %, VII^e degré — 49 % ; IV^e degré — 35 % de la rémunération d'avant-guerre, sans considérer l'augmentation du coût général de la vie. Une pareille politique, si elle se prolongeait, priverait

1 . En Pologne les fonctionnaires militaires et civils de l'Etat sont de même façon partagés en degrés selon la position qu'ils occupent dans la hiérarchie générale de l'administration et la rémunération que cette position comporte. *Note propre.*

le pays de forces qualifiées aux postes de direction. »

Seules des considérations générales d'ordre historique peuvent expliquer, en effet, l'absurdité d'un système, qui comporte une trop grande quantité de fonctionnaires supérieurs, mal rétribués, et donc, ignorants, qui collaborent pour gouverner le pays avec d'autres fonctionnaires de degrés inférieurs, encore trop nombreux et, eux aussi, mal rétribués. Pour ces derniers le taux plus élevé de leur rémunération ne leur assure qu'un minimum d'existence à peine suffisant, étant donné le quantum de leur salaire d'avant la guerre.

La qualité est ainsi sacrifiée au nombre, ce qui dépasse les possibilités matérielles du pays et la rémunération de tous les fonctionnaires, tout en étant extrêmement lourde pour l'Etat, est toutefois insuffisante pour leur assurer une existence convenable.

En matière d'entreprises gouvernementales, voilà encore des données, que j'emprunte à M. Michalski :

« Ces entreprises », dit-il, sont chez nous gérées mal et coûtent cher. Si, en raison d'une pareille gestion, les forêts et domaines de l'Etat, administrés plus mal, que toutes les autres entreprises, n'ont rapporté en 1923, qu'à peine 27 millions de zlotys au lieu des 155 millions de zlotys prévus par les évaluations budgétaires, si pour cette même raison la part qui manquait a dû être couverte par l'impôt, il est de notre devoir d'affirmer ici qu'un pareil état de choses ne saurait être plus longtemps toléré. »

En 1924, rapporte M. Michalski, la situation a été encore moins satisfaisante : les entreprises de l'Etat ont donné un déficit net de 99.300.000 zlotys, qui a dû être couvert par les revenus, provenant de l'impôt.

Je passe à une autre forme de l'ingérence de l'Etat

dans la production, l'industrie et le commerce — les monopoles. Voici quelques données en cette matière.

La production légale des tabacs, qui était avant la guerre de 29 millions de kilos environ, ne comportait en 1925, qu'à peine 14 millions de kilos. Comme en même temps la consommation n'a guère diminué, cet écart ne s'explique que par la cherté actuelle des produits de la Régie et l'augmentation prodigieuse de la contrebande, dues à la mauvaise organisation du monopole de l'Etat.

Il en est de même pour la production légale de l'alcool, qui est tombée de 6,25 litres par tête d'habitant en 1912 à 1,03 litres en 1925. Si l'on considère que l'impôt par tête n'a diminué que de fort peu, c'est-à-dire qu'il est passé de 1,16 dollars par tête en 1912 à 1,05 dollars en 1925, on voit, qu'une bouteille vendue par l'Etat lui rapporte en impôt en 1925, 6 fois environ ce qu'elle lui rapportait en 1912.

C'est ce qui explique la fraude et la baisse de la consommation légale car la consommation réelle ne paraît guère avoir diminué (1).

Quelques chiffres encore en matière d'assurances sociales :

1. V. W. Zielinski, *Nos ministres des Finances et les fautes de leur politique dans la lumière des données officielles (1918-1925)*. Varsovie, Gebethner et Wolff, 1925.

	Charges en proportion du salaire de l'assuré	Rayon d'action de la loi
La caisse des malades ..	7,5 %	Sur tout le territoire de la République.
Accidents	de 0,8 à 8 %	»
Fonds de chômage pour les ouvriers	2 %	»
Fonds de chômage pour les ouvriers intellectuels (en projet en 1925) (1) .	2,5 %	»
Invalidité et vieillesse ..	5 %	Invalidité et vieillesse-Pol. pruss. ; vieillesse-Pol. autrich.
Caisses d'entr'aide fraternelle	2,12 %	Seulement dans la législation des mines.
Vacances ouvrières	3,42 %	Tout le territoire, la Haute-Silésie exceptée.

1. Une loi de 1927 a porté à 10 % du salaire de l'assuré l'assurance destinée à former les fonds de chômage et de retraite pour les ouvriers intellectuels (payable par le patron et l'assuré). Note propre.

M. G. Zdziechowski, dans son livre déjà cité rapporte les données suivantes, qui donnent une juste idée à un quel point la production du pays est lourdement grevée par les charges sociales. L'administration, qui s'occupe des services d'Etat, d'assurances sociales est, d'autre part, pour le Trésor, une source de dépenses extraordinaires :

Si nous prenons comme exemple la branche la plus importante de la production nationale intérieure et d'exportation — la production minière du charbon — nous obtenons les rapports suivants :

Mines de charbon dans le bassin de Dabrowa.

	Part des salaires	
	Payée par le patron	Payée par l'ouvrier
La caisse des malades	5,19 %	3,46 %
La caisse d'entr'aide fraternelle (retraites)	1,06 %	1,06 %
Assurances accidents	3,12 %	»
Fonds de chômage	1,38 %	0,46 %
Vacances ouvrières	3,42 %	»
Total	14,17 %	4,98 %
		19,15 %

La main-d'œuvre représente actuellement dans la production minière 45 % à 50 % de l'ensemble des frais de production; les charges sociales d'après les calculs faits par les industriels des mines représentent donc 8 % environ du prix de revient d'une tonne de charbon. Ces calculs sont établis, ainsi que le prouve la méthode de statistique employée, par la comparaison de la quantité réelle des salaires effectivement versée aux ouvriers, d'une part, et le montant des assurances versées aux assurés dans plusieurs des entreprises minières les plus considérables.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut une des charges sociales les plus lourdes pour la production et l'Etat est constituée par les caisses dites « des malades » ou caisses d'assurance contre la maladie. Voici quelques données, qui permettent de comparer la législation polonaise en cette matière aux autres législations européennes. Nous voyons qu'aucun pays ne s'est permis d'introduire une législation tellement avancée mais aussi tellement onéreuse.

D'après l'« Analyse comparative des législations sur les assurances sociales », présentée par le Bureau international du Travail auprès de la Société des Nations, à

la 21^e assemblée du Conseil le 29 janvier 1924, les primes en matière d'assurance contre la maladie en différents pays se présentent ainsi :

PAYS	Assurance payée (en proportion avec le salaire de l'assuré) En 0/0	PARTICIPATION en 0/0		
		Du patron	De l'assuré	De l'Etat
Yougoslavie	de 2 à 7	50	50	—
Tchéco-Slovaquie ..	6 au maximum	50	50	—
Allemagne	6 —	33,3	66,6	—
Hongrie.....	de 2 à 4	50	50	—
Autriche	8,3 en moyenne	33,3	66,6	—
Estonie	de 3 à 6	33,3	33,3	33,3
Lettonie	de 3 à 6	33,3	33,3	33,3
Norvège	?	10	60	20 (1)
Japon	?	45	45	10
Luxembourg	?	33,3	?	?
Angleterre	10 pens. par semaine homme	5 pens.	5 pens.	2/9 du tout
	9 pens. par semaine femme	5 pens.	4 pens.	2/9 du tout
Russie Sov.	?	100	—	—
Pologne	6,5 (en fait env. 7,5)	60	40	—

1. En Norvège les 10 0/0 restant de la prime sont payés par la commune.

Outre le taux très élevé de 7,5 % du salaire de l'assuré consacré à l'assurance légale contre la maladie, taux dépassé seulement en Autriche, nous remarquons en comparant la rubrique concernant la Pologne à celles des autres pays, que, de tous les patrons, c'est le patron polonais qui est le plus grevé. On conçoit quelle

atteinte est portée à la production, par ces charges démesurées, qui découragent l'entreprise et éloignent les capitaux. L'Etat, il est vrai, ne paie rien en Pologne en matière d'assurances contre la maladie, mais il accorde certains subsides pour la construction des locaux. Le courant d'étatisme et de fonctionnarisme n'a pas ménagé, malgré cette indépendance financière, les services des caisses des malades.

Les dépenses pour l'administration atteignent d'après M. G. Zdziechowski 20 % pour certaines caisses, 12 1/2 % en moyenne pour toute la Pologne des sommes perçues au profit des caisses des malades.

Nous ne pourrions nous arrêter sur toutes les réformes entreprises par le gouvernement polonais. Une des plus graves et des plus nuisibles pour l'économie générale est la réforme agraire, qui comporte l'expropriation des terres domaniales et la suppression de la grande propriété. Un ministère spécial : le ministère des Réformes agraires a été créé.

En Pologne ethnographique cette réforme est d'autant plus absurde que la population paysanne elle-même, qui a atteint ici un degré de civilisation supérieur à celui des parties minoritaires, ne désire, n'attend un partage des terres. Dans la Diète la réforme a rencontré une opposition considérable et n'a été votée qu'à une seule voix de majorité. Cette majorité si précaire et la lutte des partis, qui a précédé le vote de la Réforme, ont fait, grâce aux amendements, que le texte de la Réforme et des ordonnances qui l'ont suivi, est vague et obscur à l'extrême. La Réforme agraire dans la majeure partie de la Pologne n'a point encore été intégralement appliquée. Mais la menace constante et éner-vante à l'excès de son application provoque petit à petit

la dislocation des domaines, par la voie la plus barbare et antiéconomique, la ruine des propriétaires fonciers, écrasés par l'impôt. Essentiellement politique cette réforme s'est réfugiée sur le terrain administratif pour aboutir au but qu'elle s'est proposé : la parcellation forcée des grandes terres. Dans un numéro du journal *Warszawianka* de novembre 1927 est parue une déclaration officielle du Ministre des réformes agraires dans un conseil tenu en son ministère, que la loi ne lui donnant pas tous les moyens nécessaires pour venir à bout de l'opposition des propriétaires fonciers, il entendait aboutir aux fins proposées et avoir raison de leur résistance, par la voie de la « chicane administrative ».

Quel exemple de cette alliance de démagogie politique et d'étatisme fonctionnarisant, qui en Pologne sont entrés en guerre contre l'Economie et la Production !

DEUXIÈME PARTIE

LES CRÉANCES PENDANT L'INFLATION

CHAPITRE PREMIER

LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA VALEUR PARVIENT-ELLE A EXPLIQUER LE MOUVEMENT DES PRIX EN TEMPS D'INFLATION ?

L'influence qu'exercent sur la valeur des biens les fluctuations plus ou moins rapides de la monnaie nationale. — La loi de l'offre et de la demande et la mesure forcée des valeurs. — L'opposition foncière entre l'Economie normale et l'Economie d'inflation.

Aperçu du mécanisme de l'inflation. — Action de la loi de l'offre et de la demande sur les valeurs. — Facteurs qui viennent entraver son fonctionnement. — L'adaptation psychologique.

La contrainte légale. — L'action de l'Etat contre la révalorisation des créances.

Le rôle de la spéculation en temps d'inflation. — Son caractère économique. — La spéculation fait rentrer la loi de l'offre et de la demande dans ses droits.

Tableau général du mécanisme de l'inflation et de son influence sur les variations de la valeur des biens.

Les désordres économiques que la guerre a suscités ont contribué à placer les questions financières au tout premier plan de la vie sociale. Les désastres monétaires d'après guerre et les faillites de pays entiers, reniant

non seulement leur devise nationale, mais encore leurs obligations et leurs dettes, ont été pendant longtemps et restent encore le point le plus douloureux de la politique internationale.

Les troubles de l'inflation ont contribué à créer des situations économiques complexes. On en est venu à affirmer que certains principes même de la science économique auraient reçu un démenti et les événements seraient venus leur porter des atteintes d'une gravité telle, que l'on serait en droit d'affirmer, sinon leur complète inanité, du moins leur insuffisance.

Il est certain qu'il a été moins facile pour les économistes de démontrer le jeu des principes reconnus classiques durant cette période troublée que pendant la marche tranquille des périodes de paix. Il apparaît même que ces principes, sous la forme simplifiée et schématisée vers laquelle les ont inclinés de plus en plus les économistes de l'école libérale, par un besoin de généralisation et d'unification à outrance s'ils ne sont pas en contradiction formelle avec les événements ne parviennent pas non plus à les expliquer. Et s'ils le tentent c'est souvent de façon si puérile, que le raisonnement économique se transforme en truisme. Il apparaît donc que ces principes auraient besoin d'être complétés.

Parmi les problèmes financiers d'après-guerre il y en a un qui domine, c'est le problème monétaire ; plus exactement c'est à travers les difficultés monétaires que sont apparues, après la guerre, toutes les autres difficultés d'ordre économique et financier. Et on peut dire que dans la France d'après-guerre, avant la stabilisation, la monnaie s'est transformée en un véritable baromètre de la vie économique.

Mais le problème monétaire n'est pas seulement une conséquence, il est aussi une cause indépendante de troubles économiques. Pendant les crises d'inflation il revêt le caractère d'un facteur original, dont dépendent les conditions générales de la production et du marché. C'est là qu'est son importance particulière. C'est là qu'apparaît aussi son importance scientifique. Simple instrument d'échange étroitement lié à la valeur de l'or, la monnaie papier en période économique normale, n'a d'autres bases, que le principe de l'offre et de la demande. Son taux est fixé par la loi et ne peut dépasser certaines limites minima et maxima grâce au jeu du mécanisme du « gold point ». Elle est une marchandise comme une autre. En temps d'inflation la monnaie (l'émission fiduciaire) devient elle-même un véritable facteur économique, un des régulateurs de la loi de l'offre et de la demande et par là du principe de la valeur pour la généralité des autres biens. Nous allons nous efforcer de le démontrer.

Qu'est-ce en effet que la valeur ? C'est le degré d'utilité, de désirabilité, que présente, aux yeux de la masse, un objet ou un ensemble de biens désignés. Deux facteurs dictent la valeur : l'utilité et la rareté. Un seul la fixe : la loi de l'offre et de la demande, complétée par le principe de l'interdépendance économique, qui fait qu'un objet qui représente une valeur $A-A_1$ pour X ou X_1 n'en présente pas davantage pour Z ou Z_1 étant donné que X ou X_1 est toujours prêt à le céder à Z , Z_1 pour la valeur $A-A_1$.

Ce principe est-il valable en temps d'inflation ? Au sens absolu de la règle il est impossible de le prétendre.

X et X_1 , Z et Z_1 personnages imaginaires parfaitement concevables en temps normal, c'est-à-dire étant admis

la formule « toutes autres circonstances pareilles » ou celle de la *stabilité* ne le sont plus en temps d'inflation où les prix et comme nous allons tâcher de le démontrer la valeur sont en constantes transformations.

Le classique *homo economicus* est soumis en temps de crise monétaire à des influences particulières aux périodes d'inflation que l'on ne saurait éliminer par un simple esprit de généralisation. Le jeu de la loi de l'offre et de la demande n'est point alors annihilé, mais il est certainement faussé. On ne saurait le nier.

Certes, nous pouvons en maintenant notre raisonnement, affirmer que cette fois encore le bien B, possédé par X et qu'il est prêt à céder à Z pour une valeur V, tant que Z accepte de l'acquérir pour une valeur V_1 , devra nécessairement se fixer à une valeur V_2 , intermédiaire entre V et V_1 . Mais pourrions-nous logiquement le dire lorsque la *mesure* de la valeur, que représente la monnaie, faisant pratiquement défaut il sera presque impossible pour X d'évaluer B d'une façon précise. Cette valeur étant d'autre part en état d'évolution ou tout au moins de changement de prix ininterrompu au moment où Z viendra à accepter l'offre de X, l'offre de X_1 pourra être déjà supérieure et Z_1 pourra lui en offrir encore davantage. Ce qu'il faut donc noter c'est la possibilité d'existence de deux offres distinctes et la conclusion de deux marchés distincts (1).

Nous voyons que ce n'est plus le même mécanisme. Les entraves qui sont apportées à la loi de l'offre et de la demande transforment la question au point que nous sommes en droit d'affirmer que du raisonnement

1. V. également sur la valeur dans le temps pendant l'inflation, plus bas, p. 107.

classique il ne reste en temps d'inflation et particulièrement d'inflation rapide qu'un squelette sans corps ni âme, une loi morte.

Deux catégories de principes différents sont, en effet, à la base des deux époques idéales (au sens scientifique du mot) que l'on peut opposer l'une à l'autre : la période dite « normale » et la période d'inflation.

Il y a dans la première un enchaînement des faits et une liberté qui aboutissent à créer des formes *fixes* ou d'une manière plus générale stables. Il y a par contre dans la seconde, une instabilité économique complète qui est due aux changements catastrophiques dans la valeur de la monnaie. C'est dans cette ambiance d'instabilité que viennent agir l'esprit de comparaison et l'esprit d'adaptation de la masse. Ces facteurs se trouvent en lutte avec la coercition gouvernementale. Ce n'est plus la même chose.

Nous admettons parfaitement avec les hédonistes et les économistes classiques, que c'est l'opinion publique, qui crée la valeur, c'est-à-dire la demande du producteur et l'offre du consommateur. L'opinion publique ou la loi de l'offre et de la demande est motivée à son tour par l'utilité de l'objet et par sa rareté. Toutefois, nous ne pouvons, en temps d'inflation, envisager la possibilité même de l'accord *endehors* de la mesure des valeurs, c'est-à-dire de la monnaie. Toute valeur qu'on se propose de négocier doit être en temps d'inflation transformée à *cet effet* en monnaie. Or, une valeur qui *doit* être mesurée ne peut plus de ce fait demeurer indépendante de sa mesure.

La valeur des biens échangeables (c'est-à-dire à échanger) en temps d'inflation dépend de sa mesure, c'est-à-dire de la monnaie-papier, tout autant que des autres

sources de valeur, dites naturelles. Par conséquent les variations et les transformations de la monnaie peuvent affecter la valeur des biens dans des sens autres que les « sources naturelles » et provoquer ainsi des écarts de valeur considérables entre la valeur réelle et la valeur normale des biens. C'est ces écarts qui sont un des phénomènes les plus caractéristiques de l'inflation.

Voilà pourquoi en temps d'inflation, la théorie classique de la valeur paraît insuffisante. Cette théorie peut être maintenue tant que les situations abstraites citées plus haut, et qui sont à sa base, se placent dans une époque de stabilité monétaire plus ou moins complète, maintenue par une législation appropriée à la liberté générale de la vie économique. Les principes d'adaptation, de comparaison et d'interdépendance s'exercent, en pareil cas, dans une ambiance, qui leur confère une entière liberté d'action. En temps d'inflation il en est tout autrement. Le cours forcé intervient et c'est alors la lutte entre deux principes : le nouveau et l'ancien, qui se disputent la fixation du *taux de la valeur objective* :

1^o *La loi de l'offre et de la demande* ;

2^o Le degré *d'adaptation* de la masse à l'instabilité monétaire qui dépend à son tour de *l'action gouvernementale*.

De cette lutte seulement arrive à se dégager le visage économique du pays, le mouvement de la valeur et celui de la production. Nous allons tâcher d'en donner plus loin un aperçu général et plus spécialement en ce qui concerne l'inflation polonaise.

* * *

L'inflation a les effets les plus nuisibles sur la vie économique du pays, qui la pratique. Ces effets sont

bien connus. Le prix des marchandises augmente. Il apparaît de ce fait un écart entre le prix des marchandises, selon qu'elles proviennent de stocks anciens ou nouveaux. Ainsi que nous l'avons signalé plus haut, des écarts surviennent également entre les prix des diverses catégories de marchandises nationales comparées entre elles et avec les prix mondiaux ou naturels ; tout ceci par suite de la rupture de l'équilibre établi.

Dans les pays où le commerce et l'industrie sont moins développés, c'est-à-dire dans la plupart des pays agricoles, ces écarts seront plus nombreux et plus considérables. En effet dans ces pays il y a moins de représentants de ces classes actives de la société (industriels, commerçants, etc.) qui sont habitués à établir leurs recettes et leurs dépenses sur des bases précises, en dressant des bilans de profits et pertes, en un mot à régler leurs affaires par voie de spéculation théorique. La vie économique des pays agricoles sera donc particulièrement affectée. C'est en effet les écarts entre la valeur des marchandises intérieures et la valeur des marchandises étrangères personnifiée par les devises étrangères, d'une part, entre les degrés de renchérissement des diverses catégories de marchandises intérieures, d'autre part, dont dépend l'intensité d'un double courant qui survient : Un courant de production d'abord, un courant de spéculation ensuite, ces deux courants venant s'unir en un seul, celui de l'augmentation des échanges.

Il y a bien lieu pour déterminer le caractère de ces écarts de parler d'une variation de valeur. « La Monnaie » a dit Aristote « est substituée d'un commun accord à l'utilité pour en remplir l'office ». En temps normal avec une monnaie à base fixe : utilité, valeur,

prix sont des notions qui se rapprochent jusqu'à se fondre complètement : la valeur sera l'expression de l'utilité, le prix, la matérialisation de la valeur.

Mais en temps normal la loi de l'offre et de la demande a le temps de faire œuvre de nivellement et de régler le mouvement des prix et la valeur même des biens, en établissant et en fixant, en vertu de la loi de l'interdépendance économique, les rapports entre les branches multiples de la vie moderne.

En temps de crise d'inflation la valeur n'est plus déterminée par la seule utilité : elle a à sa base deux facteurs : la loi de l'offre et de la demande et celle de l'adaptation psychologique, en d'autres termes la connaissance qu'aura la masse de la dévalorisation de la monnaie nationale. Ce dernier facteur pourra, ainsi que nous l'avons indiqué, varier selon les pays.

Tandis que *la loi de l'offre et de la demande* contribue à faire remonter tous les prix à un même niveau « naturel », comme on l'appelle en économie classique, par contre *l'adaptation psychologique* tend à produire un écart entre ce niveau naturel, et le prix réel de certaines marchandises. Dans une première période, celle de la confiance, cette adaptation psychologique vient ralentir l'augmentation naturelle des prix de beaucoup de marchandises par suite de la tendance que conserve la masse à établir les prix d'après la valeur ancienne (et que l'on espère voir rétablir) de la monnaie nationale ; au contraire dans la seconde, celle de la méfiance, c'est la valeur-or, qui commence à être prise en considération et l'adaptation psychologique vient agir sur les prix en sens inverse.

La population, reniant sa monnaie et tentant de s'en débarrasser par tous les moyens possibles, suscite,

par son attitude, une hausse rapide des prix, non plus seulement, cette fois, en raison de l'augmentation constante de la circulation fiduciaire, mais aussi par suite de la hausse relative de la valeur des biens par rapport à celle de la monnaie. Les prix, tombés à un niveau sensiblement inférieur au niveau mondial, remonte rapidement pour, dans la plupart des cas, le dépasser. Ce phénomène, déclenché par le revirement de la confiance, mieux vaut dire, peut-être, par le compréhension, par la masse, de la situation véritable, est, en outre, accru et le mouvement d'ascension des prix accéléré par d'autres facteurs économiques, qui viennent agir simultanément dans le même sens. Le plus important est la diminution de la valeur de l'argent non seulement comme instrument d'échange mais encore comme instrument de thésaurisation. Le public notamment cesse totalement d'épargner, évite tout dépôt en banque, etc.

Il en résulte que l'inflation doit prendre fin au moment où vient à se produire le revirement dans l'opinion de la masse, que nous avons signalé, anéantie et tarie par sa propre action.

A l'offre exagérée, le public, une fois qu'il s'est ressaisi, oppose une demande qui se rapproche de plus en plus de zéro et la valeur de la monnaie tend à tomber rapidement à un point, où elle n'a plus aucune valeur.

La loi de l'offre et de la demande rentre dans ses droits. Les bénéfices tirés par le Gouvernement de l'inflation tombent à zéro, pour se transformer bientôt en déficit par suite de la rentrée d'impôts diminués. C'est à ce moment que le gouvernement, s'il n'est point encore complètement désorienté et à bout de ressources,

se voit contraint de cesser de recourir à l'inflation pour arriver à couvrir ses dépenses.

La stabilité qui en résulte fait apparaître la dispersion des stocks, la ruine de l'épargne, la dépréciation des créances. L'affaiblissement du crédit et la disparition des capitaux laisse persister un taux de l'intérêt, monté pendant l'inflation à un quantum formidable et la stabilisation du cours de la monnaie ne rend que plus apparente l'étendue de la crise.

* * *

Occupons-nous maintenant du troisième facteur précité : la réglementation légale ou l'action gouvernementale, qui a comme champ d'action principal le domaine contractuel et, dans celui-ci, avant tout, celui des créances.

Là où ce facteur agit pleinement (et le public ne peut s'y soustraire par un faux-fuyant quelconque), il va jusqu'à équivaloir à une confiscation ; en fait, le gain que retire le Gouvernement de l'émission de chaque nouveau billet, représente une perte parallèle du particulier sur la partie de son avoir que le gouvernement a réussi à lier au sort de la monnaie nationale et dont la valeur est amoindrie.

Ceci ne veut pas dire que c'est le gouvernement qui bénéficie directement de la valeur perdue par le particulier. Il n'en est ainsi que pour les billets de banque. Pour les autres créances l'avantage que le gouvernement retire de l'opération consiste surtout dans le fait qu'il parvient ainsi à conserver à l'émission une

valeur plus grande que celle qu'elle aurait eue si elle n'avait pas été liée à la multitude des valeurs nationales, que le cours forcé a fait satellites et soutiens de l'émission (1).

En dehors des crédits et des capitaux en argent liquide, c'est donc, dans le domaine des créances et des autres valeurs établies uniquement sur du papier et libellées en monnaie nationale, liées sans remède au sort du papier-monnaie, que la dévalorisation de la monnaie et son corollaire juridique, le cours forcé, peuvent agir pleinement et produire toute leur action.

La dévalorisation de la monnaie c'est la dévalorisation de la valeur des créances, nous entendons dire des créances anciennes, c'est-à-dire celles qui existaient déjà au moment où l'inflation a été déclenchée.

Les créances nouvelles vont en effet progressivement tenter d'échapper à la férule de l'Etat. Les moyens auxquels l'ingéniosité des particuliers aura recours pour contourner dans les contrats les effets du cours forcé, sont multiples : ce sont la clause-or, la clause en valeur marchandises, la majoration de l'intérêt et bien d'autres encore.

Mais l'Etat veille et vient opposer son veto partout où cela lui est possible. Il est dans son action secondé par les Tribunaux dans des degrés divers d'Etat à Etat. Cette lutte entre l'Etat et les particuliers, arbitrée par les Tribunaux, et dont l'enjeu est pour le premier le maintien des effets du cours forcé, pour les seconds, la sauvegarde de leur patrimoine, fait surgir des difficultés juridiques considérables et apparaît des problèmes de droit de premier plan.

1. Cnf. eg., pp. 91-92.

Cette lutte est pour ces raisons une des plus graves conséquences de l'inflation et une des plus intéressantes à étudier. Nous en reparlerons plus loin.

* * *

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'inflation déclenche un double mouvement : un mouvement de production et un mouvement de spéculation. Il y a eu de nombreuses controverses sur le rôle joué par la spéculation en temps d'inflation. En prenant sciemment ou non l'effet pour la cause, l'opinion publique et les gouvernements eux-mêmes ont voulu la rendre responsable de la cherté de la vie, due, en vérité, à l'émission exagérée des billets de banque non garantis. Si l'opinion publique avait raison — moralement du moins — car elle s'efforçait, par devoir patriotique, de maintenir la valeur de la monnaie nationale, malgré que ce fût là chose matériellement impossible avec une circulation supérieure aux besoins véritables d'un pays, les gouvernements, eux, avaient certainement tort, lorsqu'ils venaient invoquer la morale abstraite. On a vu en Allemagne, aux moments les plus terribles de l'inflation, quand la machine à billets travaillait jour et nuit, la police perquisitionner dans les restaurants de Berlin et rechercher des dollars jusque dans les bas des soupeuses, justifiant ces mesures par la nécessité d'une espèce de croisière contre la spéculation.

Or le premier spéculateur en l'occurrence était le gouvernement lui-même.

La monnaie-papier, est en effet comme toute autre

créance ou valeur mobilière, une marchandise : lorsque on en vend trop, on l'avilit. A la base des écarts, qui surviennent dans le temps entre les prix anciens ou « naturels » et les prix effectifs des diverses marchandises nationales évaluées en or d'après le cours de la monnaie papier, il y a, nous l'avons dit, les degrés différents d'adaptation psychologique ou de réglementation légale.

C'est en conférant une valeur artificielle à la monnaie et en donnant force légale à cette mesure que le gouvernement parvient à tromper l'opinion publique, qui crée la valeur des biens, et à modifier le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande.

L'inflation et son corollaire nécessaire, le cours forcé, sont ainsi à la base non seulement du mouvement dégressif, dans la valeur de la monnaie nationale, mais encore de toute dépréciation dans la valeur réelle des biens, qui dépendent directement ou indirectement d'un échange ou d'un rapport juridique de droit privé, comportant une sanction pécuniaire. Tout ce qui est vente ou créance dans la vie moderne se trouve influencé par la faillite progressive mais non-déclarée du débiteur principal de la nation, l'Etat, dont les créances servent de mesure de valeur à toutes les autres obligations, contractées dans le pays par les particuliers.

Les écarts qui surviennent dans la valeur des diverses marchandises et le fléchissement progressif de la valeur réelle ou de la valeur-or des marchandises vendues, des créances et des obligations anciennes, vis-à-vis des ventes et des obligations nouvelles (et non le renchérissement des marchandises nouvelles, comme on a coutume de le dire dans la vie courante) dues à l'inflation, sont par ailleurs la source et la raison de la vague de

spéculation qui survient. Le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande se trouvant faussé, du fait que cette loi n'est plus seule à agir, la spéculation, en temps d'inflation, dans la mesure où elle n'est basée que sur la loi de l'offre ou de la demande, est le facteur qui contribue à rendre à celle-ci son action. Economiquement, elle fait donc œuvre de redressement. Elle contribue à ramener les prix à leur niveau naturel.

Cette spéculation est-elle morale ? C'est une toute autre question et c'est encore une autre question que de savoir si elle est conforme à la loi. La rupture de l'équilibre que l'inflation suscite, de la façon que nous venons de retracer, ne porte pas atteinte seulement à la vie économique du pays. L'équilibre général n'est pas seulement fondé sur des lois économiques et financières : il a également des bases légales. Et c'est pourquoi l'inflation soulève des problèmes juridiques de première importance.

L'économie et le droit sont en dépendance étroite et directe et dans un très vaste domaine c'est le droit pur qui en temps d'inflation prime les circonstances économiques et même morales : ce domaine, c'est le domaine contractuel. C'est ici que l'action du gouvernement qui, tout en créant le déséquilibre, tend à maintenir, en même temps, la stabilité monétaire, en l'imposant aux contrats et aux autres obligations privées de droit civil, se fait le plus durement ressentir, au détriment de certaines classes de particuliers, forcés contre leur gré, d'acquitter le prélèvement sur leur capital, dit « impôt d'inflation ».

On voit ainsi combien, en dehors même de son prix, la valeur d'un objet est changée en temps d'inflation, déterminée qu'elle est non plus seulement par son facteur habituel unique — la loi de l'offre et de la demande — mais par l'ensemble des trois facteurs, que nous avons cités, et que l'on pourrait résumer ainsi :

1° La loi de l'offre et de la demande ;

2° Le degré d'adaptation de la masse et le progrès relatif de l'inflation ;

3° L'action gouvernementale.

Selon que l'un ou l'autre de ces trois facteurs sera plus ou moins agissant pour un bien déterminé, le prix de ce bien sera plus ou moins rapproché de son niveau naturel, c'est-à-dire du niveau mondial des prix.

Ainsi pour les marchandises du commerce international, où le marché extérieur fait prime sur le marché intérieur, tels que le charbon, l'acier, le lin, le caoutchouc, etc., la loi de l'offre et de la demande agira pleinement, légèrement mitigée, tout au plus, par la dépréciation trop rapide de la monnaie nationale.

Le manque d'adaptation de la masse agira surtout sur les valeurs immobilières qui exigent l'avance d'un capital considérable, d'autant plus considérable que, par suite de l'augmentation des prix, sa valeur réelle, tout en étant diminuée, paraîtra accrue aux yeux du vendeur. Cette même loi viendra agir d'ailleurs dans une multitude d'autres cas, où interviendront les mêmes causes psychologiques : il en sera ainsi en ce qui concerne les objets anciens, les ventes successorales, les liquidations, les réalisations, etc. On pourrait citer des exemples innombrables. Nous nous bornerons à deux exemples typiques. En 1919, en Pologne, un de nos parents se présentant chez un joaillier afin d'acheter un

service d'argenterie eut la surprise d'apprendre qu'il aurait à meilleur compte un service en argent qu'un service analogue en doublé. Les épargnants qui se ruinaient progressivement, se voyaient obligés d'effectuer des réalisations multiples, le plus souvent en vendant leur argenterie véritable ; étant donné par ailleurs l'épuisement des anciens stocks de doublé, ce dernier était donc vendu à un prix supérieur. Les prix des immeubles à Varsovie et de la terre en Pologne ont varié dans la période de 1920 à 1925 jusqu'à atteindre plusieurs fois, leur valeur la plus basse. Un propriétaire nous a apporté la preuve qu'en 1920 une tabatière ancienne, dont on lui offrait à Londres 1.000 livres sterling, représentait l'équivalent du prix que l'on pouvait lui proposer à cette date pour sa terre, qui valait avant la guerre plus de 6 millions de francs or.

Ces exemples nous paraissent suffisamment édifiants ; ils démontrent avec évidence, le degré auquel la valeur de certains biens peut être affectée par les variations de la monnaie.

* * *

Nous terminons ce chapitre par l'analyse schématique de l'action gouvernementale et des autres facteurs précédemment indiqués sur les prix en temps d'inflation ; prix non point *passagers*, mais *périodiques*, déterminés par la *valeur relative* de certaines catégories de marchandises, ainsi que le prouve le tableau que nous reproduisons plus bas.

En ce qui concerne spécialement l'action gouvernementale, son influence est d'autant plus importante

pour telle catégorie de marchandises, prise individuellement, que sont plus puissants les moyens de contrainte dont dispose en l'occurrence le gouvernement. Et, à l'inverse, cette influence est relativement plus restreinte chaque fois que sont plus nombreux les moyens de lutte contre l'action de coercition gouvernementale dont disposent les particuliers intéressés, ainsi que les possibilités d'échapper à la loi qui tend à les dépouiller, soit que ces échappatoires permettent au public d'éviter entièrement l'application de la loi, soit qu'elles le soustraient seulement à une partie de ses effets.

Voici donc, en résumé, comment se présentent les rapports de dépendance et d'influence réciproque entre l'action de l'Etat et l'attitude des particuliers d'une part ; la valeur des capitaux et le taux des échanges d'autre part, en temps d'inflation (Voir tableau pages 74-75) :

Il apparaît ainsi que l'inflation, qui avantage les ventes, c'est-à-dire le commerce et l'industrie, nuit sensiblement aux capitaux de toute sorte qu'elle déprécie dans certains cas complètement. L'Etat lui-même est frustré considérablement, s'il a la faiblesse ou l'inadvertance d'accorder des crédits nombreux, ce qui s'est précisément produit en Pologne.

Les actions échappent à l'impôt d'inflation et une spéculation effrénée se déclenche en Bourse. Le déséquilibre des salaires crée de multiples conflits sociaux et parfois des misères terribles (1). Mais les suites les plus désastreuses de l'inflation résident dans la dépréciation des créances et la ruine de l'épargne et nous croyons pouvoir résumer le phénomène de l'inflation

1. Voir plus bas, p. 90.

du point de vue économique en le définissant : un coup de fouet, donné à la production au détriment du capital, souvent aussi du travail, mais avant tout de l'équilibre économique et social.

TABEAU DE MÉCANISME DE L'INFLATION

Marchandise ou Règlement de comptes	Moyens de lutte dont disposent les particuliers en général	Action gouvernementale	Élément de confiance ou de routine (<i>Adaptation psychologique</i>)	Pertes pour les particuliers
<i>Immeubles.</i>	Relèvement du prix des immeubles. Relèvement du prix des loyers.	Lois sur les loyers.	Considérable.	Pertes sur les loyers (propr.). Pertes réalisées par les vendeurs.
<i>Ventes</i> (commerce surtout)	Hausse des prix.	Divers (lois multiples contre la spéculation, taxes, barèmes, etc.).	Minime.	Gain pour le vendeur par suite de l'accroissement des affaires. Perte par suite de la liquidation des stocks
<i>Salaires.</i>	Demandes de hausse des salaires, grèves, etc., pour les employés. Retards dans les paiements pour les patrons.	Difficile (selon le degré de civilisation du pays et l'organisation respective de la législation, a abouti à l'avantage ou au détriment des ouvriers. En Pologne les pertes subies par ceux-ci ont équivalu en certaines périodes à la privation de salaires).	Considérable (agissant, en principe, au détriment des ouvriers).	En principe, pertes réalisées par l'ouvrier (en France l'inflation a par contre abouti à avantager, en somme, les salaires).

Actions (Opérations de Bourse)	Spéculation.	Lois contre la spéculation.	—	—
<i>Valeurs mobilières fixes.</i>	Aucun.	Cours forcé.	Considérable.	Dépréciation (dévalorisation).
<i>Créances anciennes.</i>	Aucun.	Cours forcé maintenu par l'action des Tribunaux.	Moindre, que pour les valeurs mobilières.	Dépréciation.
<i>Créances nouvelles.</i>	Les différents moyens de lutte contre le cours forcé dans les contrats que nous avons cité.	Action législative et des Tribunaux en vue de maintenir les effets du cours forcé.	Faiblissant.	Dépréciation allant en diminuant par suite des moyens de défense employés.
<i>Crédits bancaires.</i>	Hausse du taux de l'intérêt.	Lois contre la spéculation et l'usure.	Considérable au début seulement.	Gains souvent très considérables réalisés par l'emprunteur.

CHAPITRE II

LE BUT ET LES CONSÉQUENCES DU COURS FORCÉ

La faillite, elle n'a pas lieu le jour où on stabilise, elle a lieu quand on établit le cours forcé.

R. POINCARÉ.

(Discours prononcé devant la Chambre des Députés le 21 juin 1928.)

La raison d'être du cours forcé. — Le cours forcé est-il justifiable en tant que mesure de droit ? — Autres aspects du cours forcé : aspect économique, aspect financier.

Le but du cours forcé et la politique financière du gouvernement. — Historique. — Le cours forcé en temps de révolution. — Exemples de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie. — Histoire de l'inflation et du cours forcé en Pologne.

L'inflation a pris fin de diverses façons dans les différents pays d'Europe qui l'ont pratiquée : déflation en Angleterre, stabilisation en France, banqueroute en Allemagne. En Pologne, c'est le principe de dévalorisation qui a été adopté.

L'inflation peut donc se liquider de façons différentes. Ses débuts sont, par contre, presque toujours uniformes.

Un mouvement d'inquiétude survient dans la masse du public, dès qu'il y a augmentation ou menace grave d'augmentation des billets de banque en circulation, gagés sur la réserve-or.

En temps de crise, pareille augmentation ne passe jamais inaperçue. Elle crée la panique et la ruée des citoyens aux guichets de la Banque en vue d'échanger leurs billets contre du numéraire. Cette attitude du public, qui est la conséquence d'un début d'inflation, en est simultanément la cause. Elle porte, en effet, atteinte à la valeur de la monnaie nationale, dont le gouvernement a presque toujours, en l'occurrence, un besoin accru.

Le gouvernement est obligé d'inaugurer le cours forcé en présence de la diminution des réserves-or qui garantissent l'émission.

Dès cet instant le public perd le droit de contrôle qu'il exerce en temps normal sur la monnaie nationale en raison de la faculté qui lui est accordée de pouvoir l'échanger contre de l'or.

Les réserves-or qui garantissent l'émission n'ayant, en principe, originairement d'autre destination, que celle de couvrir les porteurs des billets de banque, émis par l'Etat à un *taux fixe*, la situation est renversée, du moment, que ces réserves sont transformées, de par la volonté unilatérale du gouvernement, en *gage fixe* d'une émission agrandie.

Du point de vue juridique, le cours forcé est contraire aux engagements formels, pris antérieurement par le gouvernement. Cette mesure, bien qu'elle se justifie par les intérêts supérieurs du pays, a donc, sans aucun doute, une base juridique équivoque. C'est sur cette base cependant que viendront s'échafauder, pen-

dant l'inflation, les arguments invoqués par les Tribunaux pour justifier leurs arrêts en matière de conflits monétaires.

Les litiges aussi multiples qu'immoraux que fait naître l'inflation sont une de ses tares les plus graves.

Les textes sont alors souverains, et la loi apparaît dans toute sa rigidité privée de ces auxiliaires et correctifs nécessaires qui sont l'équité et le droit naturel. En matière de cours forcé, le principe du magistrat, qui juge d'après sa conscience, devra être totalement abandonné, tout au moins lorsqu'il s'agira d'opposition entre la loi du cours forcé et des droits individuels. Toutes les affaires touchant la monnaie, bien que civiles par leurs éléments constitutifs acquièrent du fait de l'inflation et en vertu de la loi sur le cours forcé un intérêt de droit et d'ordre public, car il s'agit du salut suprême du pays. Cet intérêt vient justement primer dans le but de secourir la monnaie, les intérêts et les droits de certaines catégories de particuliers, qui n'en sont pas moins de ce fait souvent gravement et injustement lésés, tandis que leurs adversaires bénéficient, sans en avoir le moins du monde le droit, des suites et des effets juridiques des lois relatives au cours forcé. La Justice est obligée d'adopter des décisions contraires à l'équité, ne pouvant distinguer entre les cas individuels, ni refuser d'interpréter textuellement une loi d'ordre public.

Ce n'est que lorsque l'inflation a été poussée très loin que la jurisprudence est contrainte de changer de tactique, voire de s'insurger contre la loi, afin d'éviter de rendre des décisions absurdes. On a pu voir toutefois en pays de très grande inflation, tels que la Pologne et l'Allemagne, des citoyens s'entendre attribuer par déci-

sion de Justice se basant sur la loi du cours forcé des fortunes entières, dont d'autres citoyens étaient dépouillés à leur profit, ceci en vertu du fait que la valeur du papier-monnaie qui leur était alloué était pratiquement nulle. Nous reviendrons sur cette question.

Du point de vue économique, le cours forcé inaugure également une ère nouvelle.

En effet, en matière de prix la mesure consacrée des valeurs disparaît. Au lieu de l'étalon adopté or ou argent, la collectivité ne peut désormais se baser pour l'estimation des biens, que sur le quantum total de la circulation fiduciaire, c'est-à-dire qu'au lieu de la valeur d'une seule marchandise elle doit, en quelque sorte, prendre en considération la totalité des valeurs. Le grand public ne pouvant être bien renseigné sur le quantum de la circulation et en outre s'orientant très mal en ce qui concerne la nature même du phénomène, les variations, qui surviennent dans les prix, voire dans la valeur même des objets, ainsi que nous l'avons dit dans le chapitre précédent, sont la cause d'un profond bouleversement économique.

Enfin, du point de vue financier, l'inflation vient fournir au gouvernement une source de revenus extrêmement féconde et facile, d'autant plus qu'au début l'acroissement de l'émission présente l'avantage de venir remplir les caisses du Trésor, tout en augmentant en apparence le bien-être national par le stimulant qui est donné ainsi à la production. Et l'on a pendant un temps l'impression, tout à fait fausse d'ailleurs, que tout le monde en profite et s'enrichit.

Quel est le moment, où le cours forcé peut être jugé nécessaire ? Le professeur Gaston Jèze (*La monnaie de paiement dans les contrats et les emprunts publics d'Etat*, Paris, 1924) envisage deux hypothèses : celle de la nécessité économique et celle de la nécessité financière.

Il remarque cependant que la nécessité économique seule entraîne très rarement, de la part des gouvernements, cette mesure et que l'objet principal du cours forcé est d'ordinaire, pour ceux-ci, de se procurer des ressources, destinées à couvrir des frais extraordinaires.

Dans le premier cas, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de troubles économiques, le gouvernement a, en effet, presque toujours intérêt à faire son possible avant de recourir à des mesures d'autorité, pour assurer aux créances émises par lui, un cours qui n'existe plus sur le marché. Lorsqu'il s'agit par contre pour lui de se pourvoir en revenus financiers extraordinaires il a avantage à décréter le cours forcé dès que la nécessité s'en présente.

La pratique a démontré que l'inflation dans ses débuts laisse le grand public relativement indifférent. En temps de guerre le sentiment patriotique est supérieur en outre à l'inquiétude économique. C'est ainsi que dès le début de la Grande Guerre, le même jour, le 4 août 1914, les Gouvernements français et allemands ont décrété le cours forcé.

Le cours forcé en temps de Guerre et de Révolution est devenu d'usage constant pour couvrir les dépenses que nécessite la défense nationale ou l'état de trouble intérieur du pays. Et il en est ainsi depuis que le papier-monnaie existe. C'est ainsi que le cours forcé a

été déclaré aux Etats-Unis pendant la guerre d'Indépendance et pendant la guerre de Sécession, en Angleterre pendant les guerres contre la France (1793-1815), en France en 1792, 1848, 1870 et en 1914. Il l'a été en Allemagne et en Russie pendant et après la Grande Guerre et en Italie avant et pendant la Grande Guerre.

Le but du cours forcé est donc presque toujours financier. Mais cet instrument d'imposition bien qu'extrêmement rémunérateur est une arme à double tranchant. L'émission de nouveaux billets sans couverture-or est bien pour le gouvernement une source de revenus extrêmement féconde, mais la mauvaise habitude qu'il contracte d'obtenir, par la voie de l'inflation, des ressources faciles, ainsi que les difficultés financières qu'il se crée à lui-même, en diminuant le rendement des impôts et en bouleversant la vie économique, fait que ce n'est pas, le plus souvent, pendant la guerre, mais après la fin de celle-ci, qu'advient les désordres monétaires les plus graves et les plus inattendus. Ils mettent le gouvernement dans de véritables impasses, lorsqu'ils sont concomitants à une défaite ou une révolution. En voici quelques exemples.

A la fin des hostilités le mark allemand avait perdu 40 % environ de sa valeur par rapport au dollar. Au début de la révolution russe le rouble représentait environ 20 % de sa valeur nominale. La baisse de la monnaie après la guerre dans ces deux pays de grande inflation est donc particulièrement caractéristique :

ALLEMAGNE

Dates	Circulation en milliards	Valeur d'un mark-or en marks-papier	Valeur de la circulation papier en marks-or (milliards)
Décembre 1920	81	17	4,8
Décembre 1921	122	46	2,7
Mars 1922	140	65	2,2
Juin 1922	180	90	2,0
Septembre 1922	331	349	0,9
Décembre 1922	1.293	1.778	0,7
Février 1923.....	2.266	11.200	0,2
Mars 1923	4.956	4.950	1,0
Juin 1923	17.000	45.000	0,4
Août 1923.....	116.000	1.000.000	0,116

Depuis août 1923 jusqu'à son complet effondrement le mark a encore baissé jusqu'à ne plus conserver qu'une infime partie de sa valeur.

Notons qu'encore en 1920 il conservait toutefois une valeur marchande considérable. Ce n'est par conséquent qu'à partir de cette année, que l'inflation devient pour le gouvernement la principale source de revenus.

Il en est de même pour l'Autriche :

DATES	Circulation (en milliards) en couronnes papier	Valeur d'une couronne-or en couronnes papier	Valeur (en mil- lions de couron- nes d'or) de la circulation fidu- ciaire
Juin 1920	17	27	620
Décembre 1920	30	70	430
Décembre 1921	174	533	326
Mars 1922	304	1.328	229
Juin 1922	550	2.911	189
Septembre 1922	2.278	14.473	157
Décembre 1922	4.080	14.473	282
Mars 1923	4.238	14.463	295
Août 1923.....	5.557	14.369	387

Ici toutefois l'effondrement a été moins complet, et il a été enrayé dans le courant de l'année 1922.

Les ressources retirées par les gouvernements de l'inflation sont considérables. Elles sont fort difficiles cependant à calculer et il est aisé de démontrer que les bénéfices réalisés sont moins importants qu'on ne pourrait le supposer de prime abord si on en déduit la perte, que le gouvernement subit presque automatiquement sur la rentrée des impôts. En somme le gouvernement ne retire qu'un seul avantage vraiment appréciable de « l'impôt » d'inflation. Cet impôt comparé à tous les autres revenus du fisc directs ou indirects est celui qui rentre le plus facilement. Ce mode d'imposition ne nécessite par ailleurs aucun appareil fiscal.

Voici, par exemple, les sommes que le gouvernement russe avoue avoir retiré de l'inflation en pleine révolution alors que le chaos intérieur était inimaginable :

En 1918	525	millions	roubles	or
En 1919	380		—	
En 1920	186		—	
En 1921	143		—	
En 1922 (1 ^{er} trimestre)	58		—	
Ensemble	1.292		—	

D'avril 1922 à avril 1923 on a calculé que l'émission de roubles-papier a procuré au gouvernement russe une puissance d'achat d'environ encore 150 millions roubles-or.

Le gouvernement russe se trouvant à cette époque dans la quasi-impossibilité de se procurer d'autres ressources, ces résultats peuvent être considérés comme assez importants. Les chiffres que nous avons cités sont cependant de beaucoup inférieurs au produit de toute fiscalité organisée en Russie. Les revenus eux-mêmes que fournit actuellement au gouvernement le système rudimentaire d'imposition en usage en Union Soviétique les dépassent de loin.

La Pologne lors de son avènement à l'indépendance a eu le désavantage d'avoir sur son territoire des monnaies russes, allemandes et autrichiennes.

Pendant l'occupation allemande cependant le rouble russe avait été en grande partie refoulé par le mark polonais, qu'émettait la Caisse de prêts polonaise, fondation allemande du temps de guerre. Ce mark polonais fut l'origine de la monnaie nationale polonaise. La Pologne connut donc dès la création de sa monnaie nationale le cours forcé. Celle-ci n'avait pas en effet de couverture-or proprement dite, pas plus que de base légale autre que le mark allemand. Le gouvernement en profita pour pratiquer une politique d'inflation.

A la fin de 1919 on était en mesure d'adopter le régime d'un seul mode de paiement légal pour tout le

pays et d'éliminer les monnaies provenant d'autres pays.

Mais la Pologne négligea cette occasion de procéder à une déflation complète. Trois milliards environ de couronnes austro-hongroises furent transformées en 2 milliards à peu près de marks polonais et le flot de papier-monnaie continua de monter. La rapidité de l'inflation, due d'abord à la guerre, puis à la dépendance commerciale de la Pologne envers l'Allemagne fit que les oscillations du mark polonais ne firent longtemps que suivre la chute du mark allemand.

Mais comme nous l'avons observé pour l'Allemagne et l'Autriche le mark polonais conservait encore jusqu'en 1920 une valeur appréciable. Le 1^{er} avril 1920, notamment, il représentait toujours environ 5 % de sa valeur au moment de l'avènement de l'indépendance (11 novembre 1918), soit environ 3 % de la valeur du mark-or (1 dollar cotant 155,85 mark polonais).

Même à la date de la paix de Riga (18 mars 1921) qui marqua la fin de la guerre avec la Russie, le mark polonais représentait encore 1 % de sa valeur originaire avec une circulation fiduciaire de 69.974 millions de marks, valant environ 100.000.000 de dollars, c'est-à-dire de 20 % inférieure seulement à la valeur de la circulation originaire, qui équivalait à 123,5 millions de dollars.

Outre les considérations d'ordre général citées plus haut, et qui sont applicables dans une certaine mesure à la Pologne, comme à l'Allemagne et l'Autriche, c'est dans le déséquilibre du budget et les fautes de la politique financière du gouvernement, les dépenses exagérées, provoquées par les réformes trop nombreuses, la mauvaise gestion des entreprises d'Etat, ainsi que les assurances sociales onéreuses, qu'il faut chercher sur-

tout les causes de la chute catastrophique du mark, tant avant qu'après la nouvelle guerre. Mais ces causes, nous les avons analysées dans les chapitres précédents, il est donc inutile d'y revenir.

Jusqu'au printemps 1922, la circulation des billets passa d'environ 75 jusqu'à environ 250 milliards de marks polonais, mais qui ne valaient plus que 200 millions de marks-or. Après la séparation de la haute-Silésie orientale, le mark polonais, qui jusqu'alors avait suivi toutes les oscillations du mark allemand, se désolidarisa de la devise allemande.

Le mark polonais, qui jusque-là baissait parallèlement au marc allemand, se mit alors à baisser à sa façon mais non moins vite :

La chute du mark polonais se présente ainsi :

Date	Cours du dollar	Circulation fiduciaire (millions de marks)
1918 11 novembre .	7,10	876,40
1919 1 ^{er} janvier ...	9,10	1.023,81
— 1 ^{er} avril	13,40	1.223,19
— 1 ^{er} août	20,25	2.087,92
1920 1 ^{er} janvier ...	110,12	5.316,30
— 1 ^{er} avril	155,85	10.619,60
— 1 ^{er} août	189,85	26.311,40
1921 1 ^{er} janvier ...	590	49.361,5
— 1 ^{er} avril	817	74.087
— 1 ^{er} août	2.038	115.242
1922 1 ^{er} janvier ...	2.897	229.538
— 1 ^{er} avril	3.872	250.665
— 1 ^{er} août	6.072	335.427
1923 1 ^{er} janvier ...	17.842	793.437
— 1 ^{er} avril	42.300	1.841.206
— 1 ^{er} juin	52.825	2.733.794
— 1 ^{er} juillet	103.000	3.566.649
— 1 ^{er} août	196.750	4.478.709
— 1 ^{er} septembre	249.000	6.871.776
— 1 ^{er} octobre ...	350.000	11.197.738
— 1 ^{er} novembre .	1.607.500	23.080.402
— 1 ^{er} décembre..	3.535.000	53.217.495
1924 1 ^{er} janvier ...	6.300.000	125.371.955
— 10 janvier	10.000.000	135.851.362
— 10 février	9.325.000	313.659.830
— 1 ^{er} mars	9.312.000	528.913.419
— 1 ^{er} avril	9.325.000	596.244.206

C'est en 1923, que l'inflation se précipite. Dès le printemps de 1922 le mark ne vaut plus après un trimestre que la moitié de sa valeur. Mais à partir de juin 1923, ceci se produit tous les mois et même le seul mois d'octobre voit passer le dollar de 350.000 à 1.607.500 marks. Ce furent alors les jours les plus terribles de l'inflation. La chute du mark devint proportionnelle à la rapidité de l'augmentation de la circulation fiduciaire et vint même la devancer. Le gouvernement ne put plus tirer de bénéfices appréciables de l'inflation.

Ce fut devant la menace de la banqueroute que le ministre Grabski, secondé par le conseiller anglais Hilton Young, effectua en décembre 1923 et janvier 1924 une réforme monétaire, qui commença par la stabilisation du mark au taux de 9.325.000 environ pour 1 dollar.

La réforme réussit. La circulation put être doublée dans le courant du mois de janvier et quadruplée au 1^{er} avril 1924, sans que le cours du mark en soit atteint. C'est alors que le gouvernement procéda à l'introduction du zloty, nouvelle monnaie nationale, basée sur le franc suisse.

Ainsi s'est trouvée légalisée la dévalorisation du mark au taux de 1 zloty (franc-or) = 1.800.000 marks-papier ou 1 dollar = 5,18 zloty (la seconde inflation polonaise devait abaisser la valeur du zloty au taux de 1,72 zloty = 1 franc-or, soit 1 dollar = 8,88 zloty, taux auquel une nouvelle réforme est venue le stabiliser en novembre 1927).

TROISIÈME PARTIE

LE SORT DES CRÉANCES APRÈS L'INFLATION

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DE LA VALORISATION EN DROIT COMPARÉ

La dépréciation progressive des créances et l'attitude du public.

— La politique du gouvernement et les lois de répression en vue du maintien du cours forcé. — La jurisprudence, arbitre du conflit entre le public et le gouvernement.

La jurisprudence et l'usage. — Les origines de ce dernier.

La jurisprudence et la législation du cours forcé en droit comparé. — La France. — L'Allemagne. — Les autres pays.

Nous avons relaté dans la partie précédente comment l'inflation a vu le mark polonais passer du cours initial de 1 dollar = 7.10 marks à celui de 1 dollar = 9.325.000 marks (ayant coté des cours maximum de 10 et 12 millions de marks en janvier 1924). Nous avons constaté que les effets du cours forcé sur la dépréciation des biens et des valeurs mobilières ont été généraux, mais aussi variables et que, par conséquent, la valeur, tant relative qu'absolue, de tous les biens, liés par la loi de l'interdépendance économique a subi des bouleversements considérables. Ce phénomène a été accusé surtout dans le domaine des créances, *valeurs fixes légalement évaluées en marks* et dont la loi ne prévoyait aucune majoration possible.

Nous avons vu également que le gouvernement en établissant le cours forcé et en rendant légale la fiction que la monnaie nationale n'avait rien perdu de sa valeur, contribuait non seulement à créer des catégories nouvelles de biens mais aussi des classes nouvelles de citoyens : les privilégiés, ceux que la loi n'atteignait pas et les spoliés, que la loi du cours forcé venait atteindre à des degrés différents selon qu'étaient plus ou moins grandes les pertes qu'ils étaient contraints de subir par suite de la dépréciation progressive des biens ou des droits dont ils étaient les détenteurs.

De façon générale ces pertes ont varié en Pologne comme dans les autres pays selon la nature du bien et surtout du droit. Plus la créance était « rigide » plus la perte était grande.

Un propriétaire d'immeubles gêné par la loi sur les loyers arrivait, grâce à diverses repréailles et autres moyens semi-légaux, à lutter contre son locataire. L'équité se trouvant de son côté, en ce qui concerne — il s'entend — le fond du litige, il pouvait souvent contraindre le locataire à accepter une légère augmentation de ses redevances, dite « bénévolé ». Dans les campagnes, les fermages là où ils consistaient en prestation en nature n'ont subi, du fait de l'inflation, que des pertes accidentelles. Les ouvriers avaient pour obtenir l'augmentation de leurs salaires le droit de grève. Toutefois pour les ouvriers de campagnes ce droit étant fortement atténué par les possibilités et la coutume, les salaires des ouvriers agricoles sont descendus en certains endroits à des taux ridiculement bas (1).

1. On a vu toutefois en Pologne plusieurs grèves agricoles, dont certaines ont pris des proportions inquiétantes. Ces conflits ont introduit dans les campagnes un ferment dangereux de désordre.

En 1923, la journée d'un manoeuvre agricole était payée dans certaines parties de la Pologne le même prix qu'un tiers de litre de lait (1).

Mais les plus lésés de tous les créanciers ont été les propriétaires de créances strictement pécuniaires, c'est-à-dire représentant une dette en monnaie nationale n'ayant d'autre origine, que le versement effectif d'une somme en argent liquide. Parmi ceux-ci avant tout il faut citer : les détenteurs de lettres de change, les propriétaires de comptes en banque, les propriétaires de sommes hypothécaires et les porteurs d'obligations et de rentes.

Il s'agit, bien entendu, des créances anciennes. D'abord inattentif au phénomène financier et ne maugréant que contre les temps difficiles, le public n'a attribué l'augmentation des prix qu'à la « vie chère », c'est-à-dire à des variations de valeur. Mais lorsque l'inflation vint à prendre une certaine envergure et le quantum des billets mis en circulation à dépasser une certaine limite (et ce moment fut, nous l'avons dit plus haut, dans tous les pays d'inflation un point de revirement psychologique décisif pour le sort de la monnaie nationale), le public finit par comprendre qu'il fallait attribuer, en principe, l'augmentation des prix non point à des variations « naturelles », résultant du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande ou encore à des interventions criminelles, tendant à modifier l'essor de celle-ci, mais bien à une cause unique et générale : la dépréciation de la monnaie nationale.

1. Nous avons relevé personnellement ce rapport au Gouvernement de Kielce en automne 1923. V. sur cette question en général T. Szturm de Strem, *Les salaires pendant la période d'inflation*. Société d'édition « Ignis », éd. Varsovie, 1924.

Malgré la confiance presque illimitée que conserve longtemps un peuple en la sagesse de son gouvernement, confiance qui entretient en lui cette conviction bien paradoxale pour un financier, que le gouvernement peut tout aussi facilement retirer de la circulation les billets, qu'il les y a lancés, dès ce moment le public a commencé à prendre ses précautions pour toutes les créances nouvelles, qu'il était amené à contracter. Ce furent les multiples moyens bien connus : ventes en monnaies étrangères ou au cours du jour, voire évaluées en grain ou autre matière (« en nature »), location déguisée d'immeubles, augmentation fantastique du taux de l'intérêt (due aussi à la raréfaction de l'argent) enfin multiplication des dettes fictives, clauses pénales implacables dans les contrats, etc., etc.

* * *

Il est bon de rappeler ici que tous ces échappatoires à la loi du cours forcé tendent à annihiler — pour les cas individuels — les effets généraux que l'action gouvernementale exerce sur les créances établies en monnaies. L'Etat s'efforce en effet par l'émission continue de nouveaux billets d'arriver à prélever sur le capital liquide de la collectivité une portion de plus en plus grande à mesure que l'inflation devient pour lui une source unique d'« imposition » ou de revenu. Pratiquement, il aboutit donc ainsi à retenir sa part sur toutes les transactions, nécessitant un règlement en monnaie et comportant pour être effectives une certaine durée.

Notons que l'Etat a manifestement avantage à maintenir la dévalorisation forcée des créances particulières, étant donné que leur moyen de règlement final est

constitué par ses propres obligations (papier-monnaie) dont il augmente progressivement le nombre.

Tandis que de ce fait il diminue la valeur de ses coupures, par contre la valeur intrinsèque des créances particulières artificiellement dépréciées contribue à ralentir la chute naturelle du papier-monnaie, qui n'a plus de couverture-or (1).

Les clauses que les particuliers insèrent dans leurs conventions et qui ont pour objet de refuser à l'Etat un gain inavoué, mais non moins réel, ne sont donc guère de nature à lui plaire, puisqu'elles entravent son œuvre spoliatrice alors qu'il est privé d'autre part d'une très grande partie de ses revenus normaux.

L'attitude que les gouvernements secondés par les tribunaux ont adopté vis-à-vis des créances dans les rapports de celles-ci avec la monnaie nationale a été dans tous les pays de faire passer le principe de la fiction de la valeur nominale de la monnaie *avant* celui de la valorisation naturelle ou possible.

* * *

Ce n'est donc pas sans intérêt qu'un juriste peut s'arrêter sur la Jurisprudence des différents pays qui ont

4. Il est impossible d'établir mathématiquement quel est au juste le bénéfice réalisé par l'Etat. Voici toutefois retracé algébriquement dans ses lignes générales le raisonnement ci-dessus : X a promis de payer à Y, 100 marks représentant (ayant à leur base) une valeur A en or, soit $\frac{A}{100} \times 100$. L'Etat ayant émis entre-temps, 50 marks nouveaux, basés sur A, X ne paiera plus à Y le jour de l'échéance que $\frac{A}{150} \times 100$ soit $\frac{2}{3}$ de ce qu'il lui doit. En admettant que X ait conservé la somme de 100 marks en papier-monnaie il n'aura toutefois réalisé personnellement aucun bénéfice. C'est l'Etat qui aura prélevé sur la transaction $\frac{1}{3}$ de sa valeur (son produit) réelle par la voie indirecte indiquée plus haut.

pratiqué l'inflation. Cette Jurisprudence évolue pendant toute la durée de celle-ci. Elle se prolonge en outre durant la période qui va de l'arrêt dans l'émission de nouveaux billets jusqu'au moment des réformes monétaires décisives qui, dans les pays civilisés, ont comporté partout des règles précises sur les modes de règlement définitifs des créances après l'inflation (1). Car un moment est venu dans les pays de grande inflation, où l'émission du papier-monnaie a dépassé toutes les limites d'une circulation fiduciaire qui répond aux véritables besoins du marché monétaire.

Le taux nominal de la valeur de la monnaie ne pouvait plus se soutenir. Il fallait soit leur accorder une valeur, soit annuler les créances. Les Tribunaux ont alors abandonné leur attitude primitive pour tenter d'élaborer une Jurisprudence nouvelle et de rendre une valeur aux obligations juridiques qui leur étaient soumises. Mais c'est l'impossibilité seulement de rendre un jugement qui les a contraints de se décider dans le sens de la valorisation. Fidèles à leur principe, ils ont rattaché la valeur des créances à la valeur nominale de la monnaie jusqu'aux limites extrêmes des possibilités en la laissant tomber aux environs de zéro (et même au-dessous, le jeu des dettes par compensation venant souvent transformer le véritable créancier en débiteur).

Cette attitude des Tribunaux est d'autant plus intéressante que, malgré le sens formel de la loi et son application à la lettre, l'usage, dicté par un sentiment d'équité, a dans beaucoup de pays servi à atténuer con-

1. La Russie Soviétique seule, à notre connaissance, a tout bonnement aboli toutes les créances particulières. Sur la situation en Autriche, v. plus bas, p. 103.

sidérablement les méfaits combinés de la loi et de l'inflation. On peut citer des cas multiples où des débiteurs ont accepté de faire des paiements de beaucoup supérieurs à la somme dont ils étaient redevables en vertu de la loi, au moment du règlement des comptes, persuadés qu'ils étaient qu'un relèvement de la monnaie ou une valorisation légale future les avantagerait bien moins et qu'ils faisaient quand même de la sorte une excellente affaire. Bien plus, en Pologne par exemple on rapporte (1) des cas, où même après la valorisation et la réforme monétaire, des règlements de dettes ont été faits sans que les partis aient tenu compte de la loi, certains esprits préférant un accord à l'amiable à un procès, qui comporterait l'application d'une loi, dont ils jugeaient la morale douteuse.

L'usage, en présence de la carence de la loi, est donc venu la compléter ou même s'insurger contre l'œuvre du législateur. Les éléments juridiques, moraux et économiques se sont trouvé étroitement liés dans sa formation. Dans les pays, où la monnaie nationale est arrivée à une dévalorisation complète, tels l'Allemagne et la Pologne, le législateur après la faillite de son œuvre a été obligé de prendre en considération cet usage, loi non-écrite nouvelle, qu'a créé, en amalgamant ces trois facteurs, la maladie de l'inflation.

L'usage lorsque la loi vint pratiquement à disparaître, est donc né du sentiment combiné de la justice et de l'intérêt économique du public. Toutefois ces facteurs ne furent point seuls à présider à sa formation. De même que l'attitude du public à fini par influencer les Tribunaux,

1. V. prof. Fr. Zoll, *L'ordonnance du Président de la République du 14 mai 1924 sur la nouvelle estimation des obligations de droit privé*. Gebethner et Wolff., éd. Varsovie, 2^e éd., 1925.

de même ces derniers ont exercé sur l'opinion une certaine pression, en quoi ils ne faisaient du reste que compléter l'action du gouvernement. Il ne pouvait en être autrement puisque la Jurisprudence en matière d'inflation dans toute sa première phase offre le spectacle d'une lutte ardue entre le public, qui insère dans les accords qu'il contracte des clauses, tendant à préserver les conventions contre la chute éventuelle ou probable de la monnaie, et les Tribunaux qui appliquent les lois sur le cours forcé. C'est le moment où ces derniers ont abdiqué devant l'usage, abandonnant la cause du Gouvernement, qui a marqué la fin de la lutte. Cette lutte rend particulièrement intéressante l'étude de la Jurisprudence en matière d'inflation. Nous allons l'examiner dans plusieurs pays, en commençant par la France.

* * *

Pour comprendre l'attitude des Tribunaux français il convient de rappeler d'abord les principaux décrets et les lois que le gouvernement a fait voter par les Chambres pour renforcer les effets du cours forcé et lui assurer une application intégrale. Il lui fallait pour cela étendre le champ d'action de la loi d'abord aux paiements en argent liquide, ensuite à tous les paiements et promesses de paiement quelles qu'en fussent les origines, voire à toutes les créances ou encore plus largement au domaine contractuel en général.

Il faut citer tout d'abord la loi du 12 février 1916 qui prévoit une peine allant de 6 jours à 6 mois et une amende de 100 francs à 5.000 francs ou l'une de ces deux peines seulement contre toute personne qui se serait rendue coupable de vendre ou d'acheter en temps

de guerre au-dessus de leur valeur nominale des espèces métalliques. L'exposé des motifs semble limiter la portée de ce texte à l'accaparement de la petite monnaie de billon. La Jurisprudence l'a interprété très largement : un individu a été condamné pour avoir remis 2.600 francs de billets contre 2.500 francs d'or à la prison, à l'amende et à la confiscation de l'or (1).

La loi du 3 avril 1918 a réglementé l'exportation des capitaux afin d'en empêcher la fuite devant le franc-papier. Non seulement tous les Français, mais tous les individus *résidant en France* sont soumis à cette loi. Elle interdit toute opération, qui implique pour la personne qui l'effectue un transfert quelconque de fonds ou de titres hors de France ainsi que l'achat de tous titres, valeurs ou monnaies étrangères autrement que par l'intermédiaire des établissements soumis au contrôle de l'Etat.

Enfin, à la suite d'une panique de Bourse du 14 janvier 1924, le gouvernement fit voter par le Parlement sans discussion une loi ayant pour objet d'atteindre « tous ceux qui cherchaient à ruiner le crédit de l'Etat » (loi du 12 février 1924). Cette loi, dirigée contre la spéculation et ayant une portée générale, pouvant par conséquent être interprétée très largement, est la mesure de répression la plus énergique qui ait été prise pendant l'inflation par le gouvernement français. Toutefois des décrets postérieurs vinrent encore réglementer la vente et l'achat des devises. Une loi de 1927, enfin, vint stipuler de façon expresse, que tout *paiement* fait en France par une personne *résidant en France* devait être obligatoirement effectué en monnaie française.

1. G. Jèze, *La Monnaie de paiement dans les contrats et les emprunts publics d'Etat*. Paris, 1924.

Dès les débuts de l'inflation le gouvernement fut, en France, secondé dans son action par les Tribunaux de la façon la plus efficace et la plus complète. En 1923 toutefois, étant donnée la dépréciation considérable du franc-papier, le Tribunal civil de la Seine en vint à accepter une solution contraire à la politique gouvernementale en faisant sien le principe de la validité de la clause, qui prévoyait dans un contrat le paiement en monnaie saine (Trib. civil de la Seine, Jugement du 31 juillet 1923, 3^e Chambre). Ce Jugement a eu un grand retentissement et a soulevé beaucoup de commentaires. Le gouvernement s'est ému et s'est immédiatement prononcé nettement contre la solution adoptée par le Tribunal de la Seine en présentant à la Chambre des Députés le 26 janvier 1924 un projet de loi déclarant « nul et de nul effet » :

« 1^o Tout contrat exécutoire en France et contenant obligation pour un contractant français de s'acquitter d'une dette en une monnaie autre que la monnaie légale ;

« 2^o Toute clause d'un contrat qui fait état pour le calcul d'une somme payable en monnaie légale des variations pouvant affecter la valeur de la dite monnaie, eu égard aux devises étrangères. »

Outre la présentation de ce projet (qui n'a jamais reçu force de loi) le gouvernement fit voter la loi du 12 février 1924 dont nous avons parlé plus haut. Il prenait donc position de façon catégorique sur la question des clauses de paiement en monnaie étrangère. Aussi lorsque l'affaire citée plus haut vint peu après en appel devant la Cour de Paris, celle-ci reforma-t-elle le jugement du Tribunal de la Seine en se ralliant purement et simplement à la thèse générale de la Cour de cas-

sation (Cour de Paris, 1^{re} Chambre, arrêt du 22 février 1924).

Le thèse de la Cour de cassation est résumée très clairement dans les deux arrêts suivants : C'est d'abord un arrêt célèbre du 11 février 1873 Do-Delattre (Dalloz 1873.1.177 ; Sirey 1873.1.97), qui s'est prononcé en faveur du caractère d'ordre public de la loi du cours forcé :

« Les lois monétaires qui, en vue de conjurer une crise imminente, décrètent le cours forcé d'un papier de crédit, participent du caractère des lois de police et de sûreté; à ce titre elles intéressent incontestablement l'ordre public et rentrent, dès lors, dans la classe de celles auxquelles l'article 6 du Code civil défend de déroger par des conventions particulières (Cour de cassation, Chambre civile, arrêt du 11 février 1873).

Cet arrêt a été confirmé par la Cour de cassation (Chambre des Requêtes), le 7 juin 1920, Compagnie de New-York (S. 1920.1.193) ;

« L'ordre public, exclusivement fondé sur un intérêt national, n'est intéressé au cours forcé qu'en ce qui concerne les paiements effectués en France par des Français, l'étranger débiteur d'une monnaie déterminée par la convention, ne peut réclamer le bénéfice du cours forcé en France. La loi d'ordre public... oblige un créancier à recevoir en France le paiement de sa créance en papier ayant un cours forcé d'une valeur légalement équivalente à la monnaie prévue au contrat. Elle répond pleinement... au but poursuivi par le législateur, l'ordre public, exclusivement fondé sur un intérêt national n'étant intéressé au cours forcé qu'en ce qui concerne les paiements effectués en France par des Français, et l'Etranger débiteur d'une monnaie déter-

minée par la convention ne pouvant réclamer le bénéfice en France du cours forcé. Ces motifs s'appliquent à plus forte raison au cours légal des billets de banque, ce cours légal ne pouvant être considéré comme d'ordre public dans les conditions du contrat litigieux. »

Ainsi la Cour de cassation a établi une jurisprudence constante, qui déclare nulles toutes les clauses des contrats qui comportent l'obligation du paiement en monnaie saine, lorsque ces clauses peuvent en quelque sorte que ce soit porter atteinte à l'action de la loi sur le cours forcé. L'inflation en France n'ayant pas pris de très grandes proportions, les tribunaux français n'ont pas eu, ou presque, à s'occuper d'autres clauses, poursuivant le même but que la clause de paiement en monnaie étrangère, telles que la clause de paiements en nature, en marchandises, en denrées, etc... La doctrine admet leur validité (Demogue, *Journal des Notaires*, 1923, p. 101 et s.) en formulant toutefois une réserve : à savoir qu'elles doivent avoir un motif légitime.

En Allemagne, pendant l'inflation, des lois sont venues punir sévèrement tout agissement dirigé contre la monnaie nationale. Le cours forcé des billets de banque devait dans l'esprit des gouvernants être appliqué de la façon la plus stricte et la plus complète. C'est dans ce sens que furent décrétées plusieurs lois répressives.

A partir de 1920 on peut toutefois citer les lois suivantes qui témoignent d'un changement dans le point de vue initial du gouvernement. Ce sont :

1^o La loi du 13 février 1920 qui autorisait les inscriptions hypothécaires en monnaie étrangère;

2^o La loi du 6 décembre 1920 qui est venue conférer

des droits spéciaux en vertu du traité avec la Suisse aux créanciers hypothécaires suisses;

3° La loi du 3 juin 1922, qui a relevé les frais de gestion pour les hypothèques comportant amortissement ;

4° La loi du 9 juin 1922 qui réglementait l'augmentation des prix dans les contrats concernant l'approvisionnement en électricité, gaz et eau ;

5° La loi du 29 juin 1922 qui a relevé les fermages ruraux, découlant d'un droit d'usufruit (Pachtschutzordnung);

6° La loi du 23 juin 1923, qui a autorisé les inscriptions hypothécaires, dites à valeur déterminée. Elle rendait légales « les inscriptions hypothécaires, établies en seigle, froment, or, charbon, potasse, de même qu'en d'autres marchandises, qui seront publiées, au cours du jour d'après la cote officielle » ;

7° La loi du 18 août 1923 sur les rentes viagères, et de vieillesse (Altenteilverträge).

La jurisprudence allemande a traversé plusieurs phases. Elle est restée jusqu'en 1922 opposée à la valorisation et résolument gouvernementale. C'est seulement par un arrêt de juin 1922 que le Reichsgericht a admis le principe de la valorisation pour les contrats (à l'exclusion toutefois des contrats unilatéraux ou gratuits). Dès avant cette date il est vrai, on peut citer en matière de valorisation un arrêt significatif du Reichsgericht du 21 décembre 1920 (Frères Bühler contre Hugo Grefenius) qui avait admis la valorisation en se basant sur le principe que le contrat est la loi des parties. Mais cet arrêt était resté isolé. Le revirement de la Jurisprudence n'a même point encore été consacré par l'arrêt de 1922 et ce n'est que le 28 novembre 1923

qu'un arrêt qui fit grand bruit et fut rendu à un moment où le mark ne représentait plus qu'une infime partie de sa valeur nominale, a admis la valorisation d'un prêt hypothécaire totalement déprécié par l'inflation. Du point de vue juridique cet arrêt est donc particulièrement intéressant. Il stipule que le créancier, possesseur d'une créance ordinaire, n'est point obligé dans les conditions présentes d'accepter un paiement en marks papier pour leur valeur nominale. Il arrive à cette conclusion en se basant sur l'article 138 B. I. B. qui frappe de nullité toute convention contraire aux règles de la morale.

Cet arrêt ne se prononce pas toutefois sur le taux de la valorisation, qu'il fait dépendre des circonstances de l'affaire et ne donne que des indications générales en la matière, visant particulièrement les hypothèques. Il recommande notamment de prendre en considération l'augmentation de la valeur de l'immeuble en marks papier.

L'arrêt du 28 novembre 1923 marque ainsi un revirement dans la jurisprudence allemande sur la grave question de l'attitude que vont prendre désormais les Tribunaux par rapport à la loi sur le cours forcé. Après lui d'autres arrêts ont ordonné la valorisation de créances établies en marks-papier, tout en invoquant encore d'autres motifs juridiques à l'appui de leurs décisions : par exemple la notion d'équivalence dans les contrats et l'article 607 B. I. B. qui oblige celui qui a reçu un prêt d'argent ou de choses tangibles à restituer au prêteur ce qu'il a reçu « de même genre, qualité et quantité » (1).

Finalement le Tribunal de l'Empire (*Juristische*

1. Cmp. C. civ., art. 1246.

Wochenschrift, Leipzig, janvier 1924, p. 38 et s.) a procédé lui-même à la valorisation en se basant cette fois sur l'article 242 B. I. B. ainsi conçu : « Le débiteur est obligé d'effectuer la prestation comme l'exigent la loyauté et la confiance réciproque en corrélation avec les usages admis en affaires. » Cette décision ne représente rien de moins que la consécration pure et simple de l'usage, né de l'inflation, usage du reste, hâtons-nous de le dire, très mal établi.

Cet arrêt du Tribunal de l'Empire a précédé d'ailleurs de peu l'Ordonnance gouvernementale du 14 février 1924, qui est venue lui conférer une base légale. Celle-ci a permis la valorisation pour des dettes privées qui correspondaient à des placements de fonds. Mais dans les cas où elle était admise la valorisation ne pouvait dépasser 15 % de la dette évaluée en marks-or. Cette ordonnance a été abrogée par la loi générale sur la valorisation du 16 juillet 1925.

On voit par ce que nous venons d'exposer que l'exemple de l'Allemagne est particulièrement intéressant. Nous y voyons la jurisprudence, lorsque l'inflation arrive à dépasser les limites d'une opération financière pour se transformer en désastre national, suivre de près les règles de l'usage, tout en s'efforçant dans la mesure de ses possibilités de le diriger et d'en élargir le rayon d'action, en lui conférant force de loi contre la loi elle-même, loi immorale ou parfois même absente. C'est le même phénomène que nous observerons en Pologne.

Par contre, dans les autres pays où la dépréciation du change a été moins accentuée bien qu'elle ait néanmoins fait perdre aux créances la majeure partie de leur valeur, on n'a vu nulle part de solution d'ensemble intervenir dans le sens de la valorisation des

créances. Même en Autriche, pays cependant à change très déprécié, la valorisation s'est bornée à un système de normalisation de différents groupes d'obligations.

En Russie Soviétique, les créances d'avant-guerre, de même que certaines monnaies, ont été tout bonnement supprimées.

Enfin, tous les pays à change légèrement déprécié ainsi que les pays qui ont revalorisé leur monnaie nationale, ont agi non par voie de valorisation générale, ni même de régularisation progressive, comme l'Autriche, mais par voie d'exception, appliquée à des cas particuliers.

Ce système, qui comporte le grave inconvénient d'être arbitraire, possède toutefois l'avantage d'être parfois plus équitable et aussi de ne point bouleverser la notion établie de la valeur et le principe de l'unité dans le temps de la monnaie nationale. Parmi les grandes puissances, ce système a été adopté par l'Angleterre et l'Italie.

En Italie, le décret du 27 mai 1915 considère en matière de contrat la guerre comme une force majeure non seulement lorsqu'elle a rendu l'exécution de l'obligation impossible mais encore lorsqu'elle l'a rendu extrêmement onéreuse. Une seule condition est exigée, c'est que l'obligation ait été assumée avant le décret de mobilisation générale (Voir Naples, 2 juillet 1917, *Mondei Trib.* 1917, p. 817, Milan 2 juillet 1917, *Mondei Trib.* 1917, p. 833) (1).

La plupart des pays ont donc admis le principe de la non-valorisation des créances, du moins, en ce qui concerne la valorisation générale et forcée. Généralement,

1. V. J. Rozis, *L'exécution des obligations et les variations de valeur de la monnaie*. Librairie Dalloz, Paris, 1923.

les législations européennes ont adopté le principe de l'intangibilité de la monnaie nationale, quels que soient les difficultés ou les inconvénients que l'application de ce principe entraîne lors de l'exécution des obligations. Deux pays seulement ont fait exception et ont adopté vis-à-vis du règlement des créances anciennes une attitude juridiquement nouvelle. Ce sont l'Allemagne et la Pologne. Partout ailleurs, les législations et la jurisprudence ont bien apporté çà et là des exceptions aux principes, mais on peut affirmer d'une manière générale, que dans ces pays, ni la jurisprudence ni la législation n'ont tenu compte des variations de valeur de la monnaie par rapport aux créances.

Dès lors, dans ces pays, celles-ci doivent être exécutées en monnaie nationale, à son taux nominal.

CHAPITRE II

L'INTÉRÊT JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE DES RÉFORMES DE VALORISATION EN ALLE- MAGNE ET EN POLOGNE ET LEURS RÉSUL- TATS PRATIQUES.

La valorisation partielle des créances envisagée du point du vue juridique. — Théorie économique de la dépréciation des créances. — Faut-il valoriser ? — Les arguments invoqués dans la discussion. — Les bases pratiques de la valorisation partielle. — Les raisons pour lesquelles il est préférable de ne pas revenir à une valorisation intégrale. — Les trois raisons essentielles de l'attitude adoptée par le Gouvernement. — Analyse comparée des réformes allemandes et polonaises.

La loi allemande du 16 juillet 1925. — La jurisprudence polonaise.

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la valorisation partielle des créances effectuée en dehors de celle de la monnaie, équivaut à l'abandon par l'Etat du principe du maintien du cours forcé pour reconnaître aux obligations une valeur naturelle intrinsèque, tant juridique que morale. Elle a été admise ainsi en Allemagne et également en Pologne.

Du point de vue juridique abstrait, c'est là une innovation considérable. Reconnaître à une dette en monnaie une valeur autre, que celle qu'elle représente nominalement n'est-ce pas bouleverser toute l'organisation juridique des contrats de droit civil, dont l'enjeu est pécuniaire et par conséquent mesurable en monnaie nationale ?

Du point de vue pratique, toutefois, il ne faut pas exagérer la nature du phénomène. L'usage qui a pu légitimer en quelque sorte la valorisation partielle des créances doit son origine à l'époque troublée de l'Inflation et est loin d'avoir toutes les qualités requises d'une règle de droit non écrite.

C'est donc le fait de la disparition de la monnaie, qui en matière de valorisation des créances, a une importance capitale. Au moment où une grande fortune en est arrivée à ne plus représenter en Pologne qu'une seule unité de la monnaie nationale nouvelle (le mark polonais a été converti en zloty, selon la base 1 zloty = 1.800.000 marks papier) il n'y a plus eu aucun moyen pratique de considérer une créance comme une valeur évaluée en une monnaie quelconque. Ce n'était plus qu'une obligation sans valeur déterminée, la mesure de celle-ci manquant complètement.

Il ne faut pas oublier, en effet, que toutes les dettes ne sont pas d'avant-guerre. La chute progressive du mark n'avait point empêché pendant longtemps de nouvelles obligations évaluées en marks-papier de naître. La population avait perdu cependant toute possibilité réelle d'évaluer son avoir, dans le passé même le plus proche, autrement qu'en consultant *ad hoc* les cours de la Bourse. Dire : « J'ai payé ce cheval 900.000 marks » était devenu à un certain moment une phrase vide de sens, car ce pouvait être aussi bien 5.000 francs, que 2 frs 50 centimes, et le fait même de retrouver la date exacte de la vente, n'aurait pu renseigner l'acquéreur éventuel ou le vendeur lui-même de la bête. Il leur fallait à cet effet consulter le tableau des fluctuations de la monnaie. Cependant, là encore, le fait de connaître qu'en dollars ou en toute autre monnaie-or, un cheval avait

valu à une date précise antérieure, une somme quelconque, ne pouvait guère pratiquement servir à un acquéreur. Nous avons signalé précédemment, en effet, les fluctuations prodigieuses de la valeur de nombre de marchandises, tant comparée à la valeur des autres marchandises que comparée à celle de l'or. En présence des courbes inégales de la valeur et des prix, une évaluation ancienne perdait tout intérêt.

La conclusion qu'on peut tirer de cet exemple et d'autres exemples analogues, c'est que la vie économique a dû poursuivre son cours *au jour le jour*, privée de toute mesure de valeur *dans le temps*. On ne pouvait plus, de ce fait, évaluer les valeurs anciennes que d'une façon très imparfaite. Cet état de chose a fini, en pratique, par créer chez les particuliers une attitude toute nouvelle envers les créances pour aboutir à la formule de leur *dépréciation semi-naturelle et forcée par le temps* (1).

C'est là, à notre avis, la raison principale qui explique que les anciennes créances ont pu, dans l'esprit du public, perdre *toute* leur valeur sans que celui-ci s'en soit ému outre mesure et pourquoi aussi l'habitude est née de considérer les créances anciennes comme un bien sur lequel le créancier aurait des droits diminués par l'inflation. La valorisation partielle a donc été rendue possible, en pratique, par un sentiment purement psychologique du public, par une habitude acquise. Mais une réforme juridique de cette importance ne saurait se pas-

1. Il ne serait pas dénué d'intérêt d'examiner cet état d'esprit qui se crée pendant l'inflation, en corrélation avec la théorie générale de Böhm-Bawerk sur l'intérêt. *Le prix du temps* dont il nous parle se trouve ici doublement accru. Cmp également la majoration de l'intérêt lors des emprunts dont le capital n'est point remboursable.

ser d'arguments moraux. Pour légitimer la valorisation des créances à un taux inférieur à leur valeur nominale, on argue ordinairement, que le débiteur a souvent perdu, par suite de l'inflation, la totalité de la somme reçue. Par ailleurs, il s'est presque toujours trouvé à un moment donné en situation de pouvoir payer sa créance en monnaie dépréciée, avec une légère majoration, comme l'auront fait d'autres plus prévoyants ou plus fortunés. Il serait donc injuste et souvent matériellement impossible de lui demander d'acquitter le montant total de sa dette à sa valeur originale en or.

On fait remarquer aussi que la raréfaction de l'argent et la cherté des capitaux sont une autre cause qui nécessite, en cas de valorisation de la part du débiteur lui-même solvable, un sacrifice, un effort ou un prélèvement sur son capital beaucoup plus considérable que celui qu'il aurait effectué dans des conditions ordinaires. Le débiteur, en effet, s'est trouvé pendant l'inflation dans l'impossibilité d'administrer normalement les capitaux que lui avait confiés son créancier. Notamment, il lui a été impossible de gérer son bien de façon à se préparer à acquitter sa dette. Il ne pouvait ni prévoir d'échéance fixe, ni même évaluer, après un certain temps de dépréciation monétaire, la somme qu'il devait à un montant déterminé.

Enfin après un certain temps d'inflation, le débiteur était en droit, le cours forcé étant toujours en vigueur, de considérer, de bonne foi, comme sa propriété légitime, le gain réalisé sur la dépréciation de sa dette.

Actuellement le règlement de celle-ci exigerait de sa part une réalisation d'une partie de son avoir. Or, cette réalisation en cas de règlement intégral serait rendue doublement difficile et onéreuse, d'une part, par le fait

que le prélèvement sur le capital interviendrait à l'improviste et, d'autre part, parce que le paiement devrait avoir lieu, en principe, en une seule fois, tous les termes étant échus depuis longtemps.

Il y a du vrai dans ces objections car elles s'adressent toutes, en fin de compte, non point au créancier spolié, que nul ne saurait blâmer en l'occurrence, mais au mal même de l'inflation en général. Ces objections ont prévalu dans la pratique. Il ne faut pas, toutefois, en exagérer la portée du point de vue de l'argumentation logique.

Certes, le débiteur a souvent perdu son capital, mais il est aussi des cas, où il aura fait fructifier les espèces reçues, quelquefois même très largement. Ces espèces, il les aura transformées en immeubles ou en autres valeurs fixes dans des conditions fort avantageuses. On ne voit donc pas très bien, en principe, pourquoi c'est le créancier qui doit subir la perte due à l'inflation à la place du débiteur qui, logiquement, devrait être frappé en sa qualité de détenteur plus ou moins avisé de monnaie liquide, de valeurs mobilières fixes ou d'autres capitaux frappés par l'inflation.

Le fait de la raréfaction des capitaux et de la cherté de l'argent ne constitue pas non plus un argument décisif. Si l'argent est devenu très cher, c'est surtout pour les spoliés de l'inflation, c'est-à-dire le plus souvent pour les créanciers.

Enfin, le mal causé au débiteur par le prélèvement inattendu de la dette sur son capital en une seule fois, peut être facilement atténué par l'établissement de moratoriums.

Les arguments qu'on fait valoir contre la valorisation intégrale des créances, lorsque la monnaie nationale

ayant perdu toute sa valeur est remplacée par une autre monnaie, sont donc loin d'être inattaquables. Ce sont eux toutefois qui ont prévalu en Allemagne, de même qu'en Pologne. Trois raisons principales ont contribué, à notre avis, à leur triomphe.

C'est tout d'abord une raison d'ordre tant pratique que psychologique, moral et politique. Les graves perturbations qu'entraîne l'inflation dans la Société, ont conduit le pays à des crises économiques et sociales trop graves pour que le Gouvernement (auteur de l'inflation) laisse renaître avec acuité, une fois l'inflation terminée, de nouvelles questions épineuses d'ordre monétaire. Or, il résulterait forcément du règlement intégral des dettes anciennes, de nouvelles lésions et spoliations individuelles, dangereuses pour la morale, voire même pour l'ordre public. Il est peut-être préférable du point de vue de la stabilité générale de maintenir un *statu quo* d'une moralité douteuse en passant un coup d'éponge sur le passé, plutôt que de s'attaquer à nouveau à la fortune acquise en allant l'atteindre cette fois-ci entre les mains de ceux qu'il est convenu d'appeler les nouveaux riches, élément actif, énergique et souvent peu scrupuleux. Il convient d'autant moins de le faire au moment où le pays a le plus grand besoin de tranquillité et de « continuité » économique ainsi que de sécurité pour les capitaux de tout genre. Voilà pour ce qui concerne les enrichis de l'inflation.

Il serait encore plus imprudent et en outre inique de demander à l'autre catégorie des débiteurs — à ceux qui ont perdu leurs capitaux pendant l'inflation — de restituer des sommes qui leur ont déjà été enlevées, c'est-à-dire de payer une deuxième fois, alors qu'ils sont déjà ruinés.

Il faut ajouter enfin à ces considérations un troisième facteur, l'indulgence générale que l'esprit humain, ou mieux vaut dire peut-être la société moderne a envers le débiteur. Celui-ci en est peut-être digne lorsqu'il a perdu pendant l'inflation la somme qui lui a été prêtée, mais trop souvent il arrivera à apitoyer les juges en invoquant sa déconfiture financière et tout en laissant méditer au créancier l'adage *beati sunt possidentes*.

L'ensemble des considérations que nous venons d'exposer expliquent très bien, selon nous, le fait que les réformes qui ont été réalisées en matière de valorisation en Pologne et en Allemagne fixent généralement très bas le taux de valorisation des créances, par rapport à leur valeur réelle, établie en or. Pour ce faire, il y avait d'autant plus de raisons que c'était consacrer là un usage, bien flottant et bien vague, il est vrai, nous l'avons vu plus haut, mais quand même existant. Les Gouvernements ainsi étaient assurés que la réforme trouverait l'adhésion d'une certaine partie au moins du public intéressé des débiteurs et des créanciers. Et dans une réforme aussi délicate, c'était là une considération d'ordre primordial.

En résumé, tant en Allemagne qu'en Pologne, la réforme a été un compromis manchot dont la morale abstraite n'a certes pas eu à se réjouir. Elle n'a été ni dans l'un, ni dans l'autre pays une œuvre de droit bien méritoire, mais elle a constitué néanmoins une mesure de réglementation et d'ordre nécessaire. Il est impossible toutefois de ne pas constater la supériorité de la réforme allemande, où les taux de valorisation adoptés sont extrêmement simples et uniformes. En Pologne, le législateur a tenté de se rapprocher un peu plus de l'équité en établissant des taux différents de valorisa-

tion et des proportions diverses dans l'évaluation de la dette, variables selon les cas et laissés à la souveraine appréciation du Juge. L'expérience a prouvé qu'il a eu tort. Plus un compromis est simple, plus il est efficace et dans une question, où tant d'éléments s'entrechoquent, il apparaît que les solutions les plus nettes sont aussi les meilleures. Le caractère compliqué de la valorisation en Pologne, dû au souci du législateur de la rendre plus équitable, n'a fait qu'aggraver les deux difficultés les plus sérieuses que la valorisation rencontre et que la loi qui intervient en cette matière est précisément appelée à écarter. Ce caractère a eu comme conséquences :

1° La réduction du nombre des règlements amiables. Les intéressés, en effet ne sont pas arrivés à s'entendre dans les cas d'espèces sur le montant de leurs dettes, la loi comportant des taux multiples et une trop large faculté d'interprétation.

2° La nécessité de recourir pour ces raisons aux Tribunaux. La multiplication des procès et les pertes de temps qui s'ensuivent ont entraîné encore une nouvelle dépréciation des créances.

De fait, on ne peut, en Pologne, revaloriser une créance sans procès, ce qui fait douter de la raison d'être elle-même de la réforme.

* * *

Avant de terminer ce travail, nous nous efforcerons de dégager brièvement les éléments des expériences allemande et polonaise qui sont susceptibles de présenter de l'intérêt, en tant que précédent ou exemple, pour un économiste français se consacrant à l'étude de la

question des dettes privées de la période d'inflation. Auparavant, il convient de nous arrêter sur les dispositions essentielles des lois qui ont décrété la valorisation des créances dans ces deux pays.

Le Reichstag a voté, le 15 juillet 1925, une loi sur la valorisation des hypothèques et des dettes d'Etat. Les hypothèques sont valorisées à 25 pour cent de leur valeur-or, les obligations industrielles et créances analogues sont valorisées à 15 pour cent.

Les emprunts publics sont valorisés à 12 1/2 pour cent et 2 1/2 pour cent de leur valeur or (1). La loi distingue, en effet, entre le porteur ancien et le porteur nouveau. Le premier seul, c'est-à-dire celui qui peut prouver qu'il a acquis son titre avant le 1^{er} juillet 1920 et l'a toujours conservé par la suite, bénéficie, dans des conditions déterminées, d'un taux de valorisation de 12 1/2 pour cent.

Le porteur ancien a, en effet, le droit de participer à des tirages qui s'échelonnent sur une période de 30 ans. Les numéros échus sont remboursés à 12 1/2 pour cent de leur ancienne valeur-or, la somme obtenue étant majorée d'un intérêt annuel de 4 1/2 pour cent à partir du 1^{er} janvier 1926 jusqu'à la date du tirage (2). Cet intérêt toutefois n'est point payable avant que le numéro du titre sorte au tirage. Ce n'est donc que dans 30 ans, que les créanciers anciens les moins favorisés recevront la 1/8 partie de l'ancienne valeur en or de leurs titres, ainsi que les intérêts de ce capital

1. Exception faite de certains emprunts émis en pleine période d'inflation.

2. Il existe toutefois une limitation au droit d'amortissement par tirage. (En sont atteints les possesseurs de plus de 500.000 marks en titres anciens).

diminué. Jusque-là leur créance ne leur aura rien rapporté. Bien entendu, il n'est point question d'intérêts composés.

Une situation exceptionnelle est faite aux rentiers démunis de ressources ou « nécessiteux » ainsi que la loi les définit. Ces derniers ont droit à une rente privilégiée à condition que le produit total de cette rente ne dépasse pas 800 reichsmarks.

Le rentier nécessiteux doit être Allemand, résider en Allemagne et être porteur ancien. Tout comme ce dernier, il recevra une créance nouvelle, avec le droit de participer aux tirages, c'est-à-dire d'être remboursé par cette voie à 12 1/2 pour cent. Mais le rentier nécessiteux reçoit au lieu de l'intérêt de 4 1/2 pour cent (payé au porteur ancien pourvu d'autres ressources, seulement au moment, où son titre sort au tirage et lui est racheté au taux de 12 1/2 pour cent) une rente de 80 pour cent sur sa créance ancienne *valorisée à 2 1/2 pour cent* soit de fait une rente de 2 pour cent de la valeur or de son ancienne créance. En renonçant au tirage le créancier nécessiteux peut obtenir que cette rente soit portée à 100 pour cent de la créance ancienne, valorisée à 2 1/2 pour cent, avec un maximum de 1.000 marks, enfin à 120 pour cent de la créance ancienne valorisée à 2 1/2 pour cent, avec maximum de 1.200 marks. Pour préciser donc : dans les trois cas que nous venons d'indiquer, il sera servi aux trois catégories de rentiers nécessiteux (ceux qui participent aux tirages, ceux qui abandonnent le droit de participer aux tirages et enfin parmi ces derniers ceux qui ont 60 ans révolus) une rente qui ne peut dépasser respectivement 800, 1.000 et 1.200 reichsmarks. Cette rente qui représente 80, 100 et 120 pour cent de la créance

individuelle du rentier *valorisée à 2 1/2 pour cent* de sa valeur ancienne équivaut en fait à 2, 2 1/2 et 3 pour cent en reichsmarks de la valeur-or de la créance ancienne.

Ces dispositions visant les rentiers nécessiteux pourraient passer pour assez humaines si une restriction n'y était apportée qui fait de ce rentier ruiné par la banqueroute une sorte de mendiant secouru par l'Etat. Une enquête est faite au bout de 5 ans sur le compte du rentier dans le but de vérifier s'il remplit toujours les conditions exigées pour être considéré comme indigent. L'enquête se répète ensuite tous les trois ans (1). Il convient donc de signaler le caractère immoral de la dette allemande tout particulièrement en ce qui concerne la dette publique.

En ce qui concerne les obligations entre particuliers, le caractère marquant de cette réforme c'est son extrême simplicité. Nous ne voyons en Allemagne pour les créances privées que deux modes de valorisation : 15 et 25 pour cent. Dans ces conditions, les procès et différends sont sinon complètement écartés, du moins restreints au minimum. En Pologne, les choses ne se sont pas passées tout aussi simplement.

La jurisprudence jusqu'en 1922 avait adopté une attitude résolument gouvernementale et contraire à toute valorisation ; le mark polonais était la seule monnaie reconnue légale et son cours devait être maintenu.

Deux lois de 1919 et 1920 réglaient la valorisation en marks polonais des créances libellées en roubles ou en couronnes autrichiennes. Encore n'était-

1. V. J. Lescure, *La banqueroute allemande sur la dette publique*. Recueil Sirey, éd. Paris 1925.

ce pas là une valorisation proprement dite, mais l'établissement d'un cours forcé officiel pour le rouble et la couronne dans les créances libellées en monnaie russe ou autrichienne. Le rouble notamment était payable au cours de 1 rouble = 2,16 marks-papier. Les créanciers ne voulant plus accepter le règlement des dettes à ce cours, celles-ci restaient en souffrance avec cette particularité toutefois, qu'elles étaient, dès leur origine, libellées en une monnaie autre que la monnaie nationale dépréciée.

En 1921, quand le mark commença à perdre de plus en plus de sa valeur, un mouvement d'opinion se déclencha en faveur de la valorisation, fût-elle partielle, des créances ; un article du professeur Zoll (*Journal Czas*, n^{os} 226, 269 et 270, édité également en brochure) défendant cette dernière idée et portant comme titre : « Notre monnaie et les paiements. Le juge juste » produisit une forte impression.

Ce fut peu après que la Cour de cassation décida dans un arrêt célèbre, qui marquait un revirement de jurisprudence (Cour de cassation polonaise, 1^{re} Chambre, 25 février 1922, n^o 186/21, Fliegerbaum-Kunke) qu'une créance hypothécaire de 28.000 roubles contractée en 1911 ne pouvait être réglée par le paiement de 59.822 marks polonais (le mark étant à ce moment au cours de 1 dollar = 4.000 marks environ) c'est-à-dire au cours légal de 2,16 marks = 1 rouble, ainsi qu'en avait décidé la Cour d'Appel. Dans l'exposé des motifs, le Tribunal suprême (Cour de cassation) précise que cet arrêt ne signifie en aucune sorte que le paiement doit être effectué en or, car vu le prix démesuré qu'a atteint ce métal, les règlements en or provoqueraient de lourdes pertes pour les débiteurs.

Ce fut là le premier arrêt par lequel une Cour de cassation a formulé le principe de la valorisation, tel qu'il a été adopté plus tard dans les lois polonaises du 14 mai 1924 et allemandes du 16 juillet 1925. Il préconisait non point une autre estimation de la valeur de la monnaie dans les anciens contrats ou un retour à la valeur or de la monnaie, mais bien la reconnaissance à celle-ci d'une valeur intrinsèque indépendante, la valorisation de la créance en elle-même selon des principes qu'il ne laissait que prévoir.

C'est en 1923 que le Gouvernement polonais, s'inclinant enfin devant l'opinion et la Jurisprudence, confia au professeur Zoll le soin de composer un projet de loi de valorisation. Pris toutefois par les événements dans le tourbillon de l'inflation, il se trouva, en automne 1923, dans une situation si précaire, que le Ministre des Finances Grabski se sentit obligé de s'adjoindre comme conseiller technique le professeur anglais Hilton Young dont le mémoire déjà cité et les indications financières ont largement contribué à aider le gouvernement. La situation était si critique, qu'elle paraissait, en ce moment, presque sans issue. Devant la nécessité de sauver, avant tout, la monnaie et l'organisation financière du pays qui périssait, on renvoya par la force même des événements, le projet de loi du Professeur Zoll *sine die*.

Le relèvement financier, dû tant au sentiment du devoir patriotique de la population, qu'à l'action énergique du gouvernement, fut extrêmement rapide. La Pologne s'y est consacrée tout entière en ne recourant sur le moment qu'à ses propres ressources matérielles. En janvier 1924, le mark était virtuellement stabilisé et le gouvernement faisait voter le 11 janvier 1924 une

loi dite « sur la réforme du Trésor et de la monnaie ». Peu après, les conditions étant devenues favorables à cet effet, on reprenait la question de la valorisation des créances privées, dont on avait déjà du reste posé les principes essentiels dans la loi du 11 janvier.

CHAPITRE III

L'ORDONNANCE POLONAISE DU 14 MAI 1924 SUR LA VALORISATION DES CRÉANCES

Dispositions essentielles. — Hypothèques. — Obligations. — Prêts et Dépôts. — Assurances. — Testaments. — Ventes et contrats. — Dispositions générales sur les cas de valorisation intégrale. — L'application de la loi. — Les difficultés qu'elle rencontre.

Le 14 mai 1924, le gouvernement publiait sur la valorisation des créances une ordonnance fondamentale (complétée par la loi du 28 juin 1924) (1). Celle-ci comprend :

1. — Un tableau des cours de Bourse mensuels pour toute la durée de l'inflation (2) reconnu officiel par la présente loi. Les marks sont, d'après les données de ce tableau, de droit transformés en zlotys ; nouvelle monnaie nationale, dans toutes les créances encore en souffrance, en tenant compte de la date où celles-ci ont été contractées. Il en est de même pour les roubles et couronnes.

2. — Les dispositions légales, qui réglementent la valorisation des créances privées. Celles-ci fixent la part de l'ancienne créance reconstituée en zlotys à laquelle a droit d'après la loi nouvelle, dans les différents cas d'espèces, le créancier.

1. Le professeur Fr. Zoll, dont nous avons déjà parlé, en fut un des rédacteurs principaux.

2. Du 1^{er} août 1914 au 1^{er} février 1924.

L'Ordonnance polonaise, « sur la nouvelle estimation des obligations du droit privé » se distingue de la loi allemande intervenue en 1924 et qui vise le même sujet par son caractère plus compliqué. Du point de vue purement théorique, elle présente l'avantage d'être une tentative de normalisation, qui s'inspire d'un plus grand esprit d'équité en s'efforçant de réaliser une œuvre plus juste et plus nuancée. Mais ainsi que nous l'avons dit plus haut, la simplicité de la loi allemande lui confère l'avantage énorme d'être claire. Les litiges en conséquence se trouvent plus facilement écartés en Allemagne dans les questions si épineuses de valorisation.

Ceci dit, passons aux caractéristiques essentielles de la loi polonaise.

En ce qui concerne les *hypothèques*, la loi polonaise prévoit plusieurs taux de valorisation. Elle distingue d'abord les hypothèques de sommes d'argent (prêts) établies sur des immeubles dont le revenu est constitué principalement par des paiements de loyers, soumis à l'application de la loi sur les loyers. Selon les districts, dont l'énumération est faite dans la loi, ce taux de valorisation est de 15, 20 et 25 % (1). Il en est de même pour les arrérages et intérêts, ces derniers toutefois n'étant point exigibles pour plus de 5 ans. Un moratorium est, en outre, accordé au débiteur pour tout règlement jusqu'au 17 janvier 1928. Ce terme peut toutefois être prolongé ou raccourci par les Tribunaux.

Pour les hypothèques autres que celles déjà citées, c'est-à-dire essentiellement pour les hypothèques rurales, le taux de valorisation varie encore selon les dépar-

1. Ce taux s'applique, rappelons-le, partout à la somme nominale de la dette, obtenue après transformation en zlotys du montant de la dette en marks, d'après les cours joints à la loi.

tements. Il est de 15, 24, 33, 42 et 50 % selon la région. Le classement des districts et le taux de valorisation correspondant ont été établis en principe, en tenant compte de la richesse du district d'une part, de l'augmentation de la valeur des immeubles dans ce même district d'autre part.

Pour les hypothèques comprenant un paiement avec amortissement, c'est le dernier paiement de ce genre qui devra être pris en considération pour la valorisation de la créance entière.

Les obligations, industrielles et autres, sont valorisées au taux général de 33 %. La loi prévoit toutefois que ce taux pourra être contesté tant par les créanciers que par l'établissement débiteur. Elle leur accorde donc le droit de demander au Tribunal une expertise qui permettra d'établir si le capital du débiteur représente une valeur diminuée ou accrue. L'établissement émetteur conserve une partie des obligations pour couvrir les frais de la conversion qui est effectuée sous le contrôle du Ministère des Finances.

En matière de *dépôts*, la loi distingue :

1° Les dépôts effectués dans des caisses d'épargne privées ainsi que dans les caisses de secours mutuel des orphelins.

2° Les dépôts en banque et à la Caisse d'Epargne de l'Etat.

Pour la première catégorie, une procédure compliquée est prévue. Cette procédure est placée sous le contrôle de l'Etat, mais avec faculté pour les intéressés de s'adresser aux Tribunaux. Le taux de la valorisation dépend ici du capital général de l'Etablissement qui devra être évalué. La valorisation des dépôts se fera

en conséquence, un seul taux étant établi pour tous les dépôts faits au courant de la même année.

Les dépôts en Banque et à la Caisse d'Epargne de l'Etat sont valorisés au taux général de 5 %. L'établissement débiteur a droit à un moratorium jusqu'à la fin de l'année 1926, mais pendant les années 1925 et 1926, il doit servir un intérêt de 4 %.

En matière d'assurances, pareillement à ce que nous avons vu pour les caisses de secours mutuel, il s'agit d'abord d'établir et d'évaluer le capital de la société et d'établir ensuite le taux de la valorisation. Ceci une fois fait, l'assuré ainsi que la Compagnie ont le droit de choisir entre les deux solutions suivantes :

1^o Le paiement par l'assuré pour pouvoir rentrer dans ses droits des arrérages anciens et des intérêts nouveaux de la police d'assurances. La valeur nouvelle de la police d'assurance sera prise en considération pour le calcul des intérêts à payer. Une procédure spéciale est prévue pour éviter les complications possibles (étant donné que les arrérages ne sont pas toujours payables à un taux absolument uniforme pour toutes les années).

2^o Si l'assuré n'accepte pas cette solution, la police est transformée en une police ne comprenant pas de paiement d'intérêts, mais ayant une échéance plus éloignée, avec le droit toutefois pour l'assuré d'exiger la résolution du contrat.

3^o Dans ce dernier cas, le montant des versements déjà effectués lui est remboursé. Il est établi de la même façon que le montant des arrérages payables par les assurés acceptant le maintien de leurs contrats.

Une procédure spéciale est prévue pour les polices et sommes échues. La loi distingue entre celles contractées avant et après 1918. Pour les premières, elles sont

établies d'après le taux de valorisation de la Compagnie et payées à l'assuré après déduction des arrérages. Mais les polices contractées après 1918 et échues sont toutes valorisées au taux de 1 %, c'est-à-dire pratiquement annulées.

En ce qui concerne *les dispositions de dernière volonté*, il est prévu que les sommes laissées par testament et dépendant d'une succession, devront être valorisées encore en prenant en considération les divers changements de valeur qu'aura subi la masse entière laissée par le *de cujus*.

Les dettes à l'Etat provenant de prêts ou de la vente de biens nationaux sont valorisées qu'elles soient ou non hypothécaires, aux taux suivants :

1 ^o Avant 1921	10 %	} De la créance transformée en zlotys (1) _d
2 ^o En 1921	50 %	
3 ^o Du 1 ^{er} janv. 1922 au 31 mars 1923..	65 %	
4 ^o Du 1 ^{er} avril 1923 au 31 déc. 1923...	80 %	

L'Etat ne s'oublie donc pas lui-même. Ces taux, en outre, ne pourront être modifiés par les Tribunaux.

Voilà l'essentiel des dispositions de l'Ordonnance du 14 mai 1924 qui visent le règlement des créances, dont le législateur a dispensé le débiteur de régler le montant intégral. Cette loi comprend toutefois, dans certains cas, la valorisation à 100 % et même *au-dessus*. Il en est ainsi, nous l'avons vu, pour les dettes dépendant d'un ensemble de biens, soumis à une nouvelle évaluation, et, comme nous le verrons tout à l'heure, pour les ventes dont le prix n'aurait point été réglé, ainsi que pour les contrats en vigueur.

La loi donne en cette matière nombre d'indications

1. V. p. 119 et note p. 120.

générales. Celles-ci, ainsi que nous avons eu l'occasion déjà de le signaler ailleurs, présentent un intérêt doctrinal, mais en pratique prêtent souvent à la confusion et surtout contribuent à alimenter les litiges.

Le législateur prévoit du reste l'éclosion de différends et donne à l'usage des Tribunaux divers détails sur la façon d'établir les changements de valeur des objets ainsi que la manière dont doivent être évaluées les différentes catégories de biens dans le cas où la valorisation dépend de cette évaluation. Ces dispositions sont très favorables au débiteur.

La loi indique en outre à l'usage des Tribunaux, les principes que ceux-ci devront suivre lors de la valorisation des sommes provenant de ventes ou contrats.

Pour les contrats, la volonté des parties, et à défaut des considérations générales de logique et d'équité, devront être observées. Une très large liberté d'appréciation est donc laissée au juge.

Toute somme qui provient d'une vente non acquittée, sera valorisée à sa valeur entière, c'est-à-dire à 100 pour 100 ainsi que le prévoit formellement la loi. Elle énumère toutefois une série de circonstances générales dont le juge pourra subsidiairement tenir compte, en fixant le taux de valorisation en matière de ventes et contrats :

a) Pour les paiements en retard, dont l'objet est une vente, les Tribunaux prendront en considération les changements de valeur qui ont pu atteindre l'objet vendu. La valorisation pourra donc être supérieure ou inférieure à 100 pour 100 ;

b) Pour les fermages, ils prendront en considération les changements qui auront entraîné la diminution ou l'augmentation des revenus de l'objet loué ;

c) En ce qui concerne les rentes privées, aliments, etc., les changements dont auront été affectés les revenus du débiteur, de même, pour les rentes dépendant d'immeubles, les changements advenus dans la valeur et les revenus de ceux-ci

d) Pour les délits et quasi-délits, les circonstances générales de l'affaire et l'élément de faute du débiteur ;

e) Pour les contrats résiliés, les Tribunaux tiendront compte des changements qui auront pu intervenir dans la valeur de l'objet du litige.

Enfin, les sommes dues en vertu d'une décision judiciaire sont valorisées au taux de 100 pour 100. Toutefois, dans les cas où elles auraient été déjà valorisées antérieurement par une décision judiciaire à un autre taux, ce taux sera maintenu.

* * *

Telle est, dans ses grandes lignes, l'ordonnance polonaise du 14 mai 1924. Elle est certainement inférieure à la loi allemande et la pratique l'a démontré. Le professeur Zoll, l'auteur de la loi, écrivait déjà en juin 1924 : « J'ai reçu de différents côtés de la Pologne et même de l'étranger, une correspondance innombrable, contenant des conseils, des plaintes, voire des menaces et des invectives. Elles étaient si nombreuses, que je ne pouvais y répondre. En ce qui concerne les plaintes, qui parfois se transformaient en invectives, je dois exprimer à leurs auteurs une certaine reconnaissance. Je savais que la valorisation légale ne donnerait satisfaction à personne si son taux était juste ou se rapprochait de la Justice. Actuellement, lorsque j'ai fait la balance des plaintes que j'ai reçues, je vois que le

mécontentement et l'indignation sont presque égaux des deux côtés : du côté de ceux qui ont des prestations quelconques à recevoir, et du côté de ceux qui ont à payer quelque chose. Cela me rend plus tranquille. Je présume que le taux de la valorisation, indiqué dans l'ordonnance, ne s'éloigne pas de beaucoup des poids que Thémis aurait placés sur les deux plateaux de sa balance, qui s'appelle la Justice. »

Le ton ironique de ce passage n'est pas exempt d'une certaine note d'amertume. Thémis en effet ne devrait — en bon droit — faire que des mécontents et un procès que tout le monde a perdu est vraiment un mauvais procès.

Nous avons vu l'extrême complication de la loi polonaise, ses taux multiples dont les plus élevés ne sont guère au point de vue juridique les plus solidement établis. Il peut, il doit fatalement y avoir procès pour chaque affaire, comportant la valorisation d'une créance, car presque toujours le débiteur espère tirer profit des clauses de la loi qui accordent au juge la faculté de l'interpréter très largement.

Il y est porté, soit pour obtenir des réductions dans le taux de valorisation, soit tout bonnement pour retarder le paiement. En outre il agit encore quelquefois de la sorte, le créancier démuné de ressources rencontrant souvent des difficultés d'ordre financier considérables pour réclamer un bien dont le débiteur est légalement possesseur.

Mais, dans d'autres cas, le créancier lui aussi espère élever par la voie judiciaire un taux de valorisation qui lui paraît ridicule. C'est ainsi que les procès se multiplient. Bien souvent créancier et débiteur auront perdu tous les deux à s'adresser à la Justice, car Thé-

mis est lente, mais ils n'auront pu éviter un procès, car ici plus qu'ailleurs elle est aveugle.

La loi est peu claire, longue et difficile à appliquer. Les différends multiples et divers qui surgissent ne font que compliquer les choses et la Jurisprudence se crée difficilement. Les arrêts de la Cour de cassation sont extrêmement nombreux en matière de valorisation en Pologne.

La loi s'immisce en outre par d'innombrables côtés dans la vie personnelle de chacun : elle s'attache à des évaluations de biens, aux changements dans les situations de fortune, etc., ce qui n'est pas toujours agréables à tous les citoyens et donne libre cours à la chicane. Ces évaluations, compliquées et arbitraires, sont, en outre, extrêmement difficiles. La tentation de fraude est grande et la loi aboutit à ce que les esprits les plus scrupuleux sont certes les moins favorisés. Dans son souci de trouver l'équité par la forme, la loi a abouti en fait par la procédure, à l'iniquité.

CHAPITRE IV

CONCLUSION

La valorisation des créances en Pologne et en Allemagne du point de vue des enseignements qu'elle serait capable de fournir pour l'étude de la question en France.

Le problème de la valorisation des créances a suscité bien des controverses. Puisse cet ouvrage apporter sa part contributive à son étude. On s'est souvent posé la question de savoir s'il fallait ou non valoriser les créances, lorsque du fait de l'inflation elles ont perdu une partie considérable de leur valeur et à quel moment cette partie pourrait être jugée suffisante pour justifier la valorisation.

Cette question qui intéresse la France étant donné que le franc est tombé à 1/5 environ de sa valeur nous paraît pouvoir être tranchée résolument par la négative, lorsqu'il s'agit de valoriser par la voie législative, comme cela a été fait en Pologne et en Allemagne. La nécessité a imposé dans ces pays cette solution. Mais pour être nécessaire elle n'a certes pas été équitable.

La loi sur la valorisation n'est que le reflet des méfaits et déprédation de l'inflation. On comprend qu'on s'efforce d'aborder un pareil sujet avec un souci de redressement, mais croire se rapprocher par cette voie de la justice ou de l'équité, c'est défier l'équité elle-même.

La valorisation partielle c'est la faillite et une faillite est d'autant moins équitable, qu'elle est collective. Des deux solutions, l'allemande et la polonaise, nous préférons l'allemande. Si l'on veut être juste dans une question de ce genre, si surtout on veut être pratique, on doit être simple.

Mais il y a encore une autre valorisation qu'on avait pu concevoir pendant un temps en France, c'est celle pratiquée par la voie de redressement de la monnaie nationale et c'est surtout ce mode de valorisation qui a eu de nombreux partisans avant la stabilisation légale.

C'était là former un beau rêve, mais il nous paraît qu'il était pratiquement irréalisable.

On aurait vu apparaître inévitablement tous les nouveaux dangers de perturbations spécifiques (d'origine monétaire) dans les fortunes que suscite à son tour la déflation, survenant après l'inflation, sous la forme de nouvelles opérations financières.

Ces difficultés nouvelles sont particulièrement dures à supporter. Venant après celles de l'inflation, elles sont particulièrement sensibles et mettent la vie économique positivement « à l'envers ».

Nous irions trop loin en nous engageant dans un nouveau sujet, qui est autant financier qu'économique. Nous croyons toutefois, après tout ce que nous venons de dire, pouvoir formuler, en ce qui concerne la France, l'opinion suivante :

L'expérience financière d'un homme d'Etat qui s'est avéré un des financiers les plus habiles de notre siècle, Raymond Poincaré, a abouti, en France, à un état de prospérité manifeste qui comporte une situation économique améliorée, jointe à une production active, une

balance commerciale satisfaisante et une monnaie stabilisée. Pareil équilibre n'est point facile à atteindre. Il apparaît comme certain que pour construire utilement il ne faut pas avoir de vieilles dettes, du moins trop de vieilles dettes pour ne point écraser les pousses nouvelles par le tronc mort de l'arbre ancien. Nous croyons que l'expérience polonaise démontre combien il est dangereux de tenter de réparer la vie économique par des moyens semi-scientifiques, d'abritaire et de fantaisie, de rapiécer, si j'ose dire, un vêtement déchiré au lieu de franchement en commander un autre. Et surtout, si j'ose suivre ma comparaison de chercher dans un piètre raccommodage, un idéal.

L'expérience allemande est plus logique, aussi plus efficace. Elle a donné des résultats satisfaisants. Elle est particulièrement significative pour la France. Sans vouloir tirer de cette observation des conséquences exagérées, il est pour le moins curieux d'observer, que les dettes privées allemandes ont été valorisées légalement à 15 et 25 %, tandis que toutes les dettes françaises sont du fait de la baisse du franc « valorisées » à 20 %.

Il est vrai que les emprunts publics allemands le sont à 12 1/2 pour cent, voir même à 2 1/2 % et comportent des échéances lointaines.

En France, pays de l'Epargne, pays aussi de plus grande justice et de liberté, ces taux n'auraient jamais paru supportables. Mais inversement, dans les circonstances actuelles, l'Etat aurait-il pu prendre raisonnablement sur lui de régler en francs-or la dette intérieure ?

Peut-être le taux de 20 %, trouvé et imposé non point aux créances, mais à la monnaie, par l'esprit d'un

grand homme, guidé par des techniciens, est-il bien cette « aurea mediocritas », où la Justice fraternise avec les lois de l'Economie naturelle et du bon sens pratique, qu'on chercherait en vain dans les complications de la loi polonaise ou les taux imposés de la loi allemande.

Vu : le Président de la thèse,

LESCURE

Vu le Doyen,

BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris

Pour le Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

MAURELLET.

BIBLIOGRAPHIE

- Dmowski (R.).* — Le déclin de la pensée conservatrice en Pologne. Gebethner et Wolff, éd. Varsovie, 1914 (en polonais).
- Gide et Rist.* — Histoire des Doctrines Economiques. Recueil Sirey, éd. Paris, 1922.
- Gliniski.* — Les années révolutionnaires de l'histoire russe. Saint-Petersbourg, 1906 (en russe).
- Hilton Young (E.).* — De la situation financière de la Pologne. Compte rendu adressé au Président du Conseil de la République polonaise le 10 février 1924, Kziaznica Polska, éd. Varsovie, 1924. Traduit de l'anglais (en polonais).
- Jèze (G.).* — La monnaie de paiement dans les contrats entre particuliers et dans les emprunts publics d'Etat. Marcel Giard, éd. Paris, 1924.
- Keynes (J.-M.).* — La réforme monétaire. Simon Kra, éd., Paris, 1924. Traduit de l'anglais par Paul Franck.
- Lénine (N.).* — L'Etat et la Révolution. Paris, 1925 (traduit du russe).
- Lescure (J.).* — Les origines de la Révolution russe. L'ancien régime et le problème social. Recueil Sirey, éd. Paris, 1927.
- La banqueroute allemande sur la dette publique. Recueil Sirey, éd. Paris, 1925.
- Lewinson (R.).* — Histoire de l'inflation. Payot, éd. Paris, 1926. Traduit de l'allemand par H. Simondet.

- Lipinski (E.)*. — Index des prix de gros en Pologne. Edition de l'Institut principal de Statistique. Varsovie, 1922 (en polonais).
- Michalski (G.)*. — Discours prononcé devant la Diète le 7 mai 1925. Varsovie, 1925 (en polonais).
- Mlynarski (F.)*. — La crise et la réforme monétaire. Varsovie, 1925 (en polonais).
- Rozis (J.)*. — L'exécution des obligations et les variations de valeur de la monnaie. Librairie Dalloz. Paris, 1925.
- Rist (Ch.)*. — La Balance des comptes des Grands Pays. Cours 1925-1926.
- Seyda (M.)*. — Territoires polonais sous la domination prussienne. Section de presse du Comité national polonais. Paris, 1919.
- Stawski (J.)*. — La valorisation des obligations privées. F. Hoesicka, librairie, éd. Varsovie, 1928 (en polonais).
- Szturm de Sztrem (T.)*. — Les salaires pendant la période d'inflation. Société d'édition « Ignis », éd. Varsovie, 1924 (en polonais).
- L'impôt d'inflation. Société d'édition « Ignis », éd. Varsovie, 1924 (en polonais).
- Swiatopolk-Mirski (Prince D. N.)*. — Ce que nous a donné notre passé et ce que nous réserve notre avenir. Paris, 1926 (en russe).
- Taylor (E.)*. — La seconde inflation polonaise. Poznan, 1926 (en polonais).
- Zielinski (W.)*. — Nos ministres des finances et les fautes de leur politique dans la lumière des données officielles (1918-1925). Gebethner et Wolff, éd. Varsovie, 1925 (en polonais).
- Zoll (F.)*. — Notre monnaie et les paiements. Le Juge juste. J. Czernecki, éd. Varsovie, 1921 (en polonais).
- L'Ordonnance du Président de la République du 14 mai 1924 sur la nouvelle estimation des obligations

de droit privé. Gebethner et Wolff, éd. Varsovie, 2^e éd., 1925 (en polonais).

Zdziechowski (J.). — Les Finances de la Pologne en 1924 et 1925. Institut d'édition « Biblioteka Polska », éd. Varsovie, 1925 (en polonais).

Withers (Hartley). — Notre argent et l'Etat (Our money and the State). John Murray, éd. Londres, 1917 (en anglais).

PÉRIODIQUES POLONAIS.

The Polish Economist, *Praemysl gospodarczy* (Industrie économique). *Le Courrier de Varsovie*, *le Courrier illustré de Cracovie*, *Warszawianka*, *Czas* (Temps).

COLLECTIONS DE LOIS ET DE STATISTIQUES.

Moniteur officiel des lois de la République polonaise.

Collection de lois Hoesicka, nos 19, 25, 31.

Annuaire de Statistiques de la République polonaise (Institut principal de Statistique).

Editions trimestrielles (même édition).

Annuaire du Ministère des Finances de la République Polonaise, 1924.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DE LA CRISE MONÉTAIRE EN POLOGNE.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Les conséquences économiques de la Guerre en Europe.....	5
CHAPITRE II. — Le problème social.....	11
CHAPITRE III. — Le problème administratif.....	29
CHAPITRE IV. — Le problème économique.....	41

DEUXIÈME PARTIE

LES CRÉANCES PENDANT L'INFLATION.

CHAPITRE PREMIER. — La théorie classique de la valeur parvient-elle à expliquer le mouvement des prix en temps d'inflation ?.....	56
CHAPITRE II. — Le but et les conséquences du cours forcé.....	76

TROISIÈME PARTIE

LE SORT DES CRÉANCES APRÈS L'INFLATION.

CHAPITRE PREMIER. — Le principe de la valorisation en droit comparé.....	8
---	---

	Pages
CHAPITRE II. — L'intérêt juridique et économique des réformes de valorisation en Allemagne et en Pologne et leurs résultats pratiques.....	105
CHAPITRE III. — L'ordonnance polonaise du 14 mai 1924 sur la valorisation des créances.....	119
CHAPITRE IV. — Conclusion.....	128
BIBLIOGRAPHIE.....	132



